



AGENCE DUNKERQUE
Parc d'Activité de l'Etoile Rond point de la Porte de Lille
BP 30089
59791 GRANDE SYNTHÉ CEDEX

Tel : 03.28.25.92.00
Fax : 03.28.25.92.19
Mel : andre.docquin@fr.bureauveritas.com

N°Opération : 2 271 589

Construction d'un pôle scolaire en démarche HQE

Contour du Château
59190 STAPLE

Commune de STAPLE
97, rue de la Mairie
59190 STAPLE

Opération de catégorie 2

Coordination Sécurité et Protection de la Santé
Plan Général de Coordination

P.G.C.

11 juillet 2011	0	Création du document		DOCQUIN André
Date d'établissement ou de modification	Indice	Objet de la version ou de la mise à jour	Signature	Rédacteur



SOMMAIRE

1. RENSEIGNEMENTS SUR L'OPERATION	4
1.1. Généralités	4
1.2. Présentation du projet	4
1.3. Présentation des intervenants	5
1.4. Autorisations administratives	5
2. MESURES D'ORGANISATION GENERALE	6
2.1. Contraintes d'environnement	6
2.2. Organisation générale du chantier	7
3. MESURES DE COORDINATION SPS	16
3.1. Responsabilité des entreprises	16
3.2. Co-activités et protections collectives	16
3.3. Protections individuelles	31
3.4. Les conditions de manutention des différents matériaux et matériels	31
3.5. Installation électrique générale de chantier	33
3.6. Les mesures prises en matière d'interactions sur le site	35
3.7. Protection contre le bruit	35
4. ORDRE ET SALUBRITE DU CHANTIER	36
4.1. Stockages sur le chantier	36
4.2. Nettoyage	37
4.3. Enlèvement des déchets	37
4.4. Mesure en cas de défaillance d'une entreprise	38
5. ORGANISATION DES SECOURS	38
5.1. Téléphone de secours	38
5.2. Sauveteurs Secouristes du Travail (S.S.T.)	38
5.3. Travail isolé	38
5.4. Procédure d'organisation des secours	38
5.5. Petit matériel de secours	39
5.6. Déclaration	39
5.7. Modèle de liste des numéros d'urgence	40
6. MODALITES DE COOPERATION ENTRE ENTREPRENEURS	41
6.1. Sous-traitance	41
6.2. Intérimaires	41
6.3. Le plan particulier de sécurité et de protection de la santé	41
6.4. Accueil des entreprises « location avec chauffeur »	43
6.5. Travailleurs indépendants	44
6.6. Pénalités	44
7. ANNEXES AU P.G.C.	44
7.1. Fiches d'accueil	44
7.2. Décret n°95-608 du 6 mai 1995 modifié – Travaux de démolition	46



NOTE AUX INTERVENANTS :

Le PLAN GENERAL DE COORDINATION en matière de Sécurité et de Protection de la Santé (P.G.C.S.P.S.), établi par le Coordonnateur S.P.S. de l'opération, constitue une pièce du dossier de consultation des entreprises, y compris les sous-traitants et travailleurs indépendants.

Le P.G.C. CONCERNE L'ENSEMBLE DES INTERVENANTS.

Les éléments contenus dans le présent document ont un caractère obligatoire. Les entreprises contractantes y compris les sous-traitants et travailleurs indépendants devront en tenir compte notamment pour l'élaboration de leurs PLANS PARTICULIERS DE SECURITE ET DE PROTECTION DE LA SANTE (P.P.S.P.S.).

Des réunions de Coordination en matière de Sécurité et de Protection de la Santé seront organisées, les intervenants convoqués seront tenus d'y être présents.

Enfin, il est rappelé conformément à l'article L.4532-6 du code du travail :

L'intervention du coordonnateur ne modifie ni la nature ni l'étendue des **responsabilités qui incombent** à chacun des participants aux opérations de bâtiment et de génie civil.

[Le coordonnateur a été nommé en phase de conception](#)

[Les documents utilisés pour la rédaction de ce PGC sont de la phase DCE](#)

RAPPEL DES PRINCIPES GENERAUX DE PREVENTION APPLICABLE AUX ENTREPRISES

Articles L.4121-2 & 3 et L.4531-1 du Code du Travail

- 1°. Eviter les risques ;
- 2°. Evaluer les risques qui ne peuvent pas être évités ;
- 3°. Combattre les risques à la source ;
- 4°. Adapter le travail de l'homme, en particulier en ce qui concerne la conception des postes de travail ainsi que le choix des équipements de travail et des méthodes de travail et de production, en vue notamment d'atténuer le travail monotone et le travail cadencé et de réduire les effets de ceux-ci sur la santé ;
- 5°. Tenir compte de l'état de l'évolution de la technique ;
- 6°. Remplacer ce qui est dangereux par ce qui n'est pas dangereux ou ce qui est moins dangereux ;
- 7°. Planifier la prévention en visant un ensemble cohérent qui intègre dans la prévention la technique, l'organisation du travail, les conditions de travail, les relations sociales et l'influence des facteurs ambiants au travail ;
- 8°. Prendre les mesures de protection collective par priorité à des mesures de protection individuelle ;
- 9°. Donner les instructions appropriées aux travailleurs ;

La loi n°93-1418 du 31 décembre 1993, par son article L.4531-1, impose au Maître d'Ouvrage, aux Maîtrises d'Œuvres (Architectes, OPC etc...) et le Coordonnateur SPS, la prise en compte des Principes Généraux de Prévention énoncés aux 1, 2, 3, 4, 5, 6, 7, 8 et 9 ci-dessus.

Construction d'un pôle scolaire en démarche HQE
Contour du Château - 59190 STAPLE

N°Opération : 2 271 589	
Plan Général de Coordination	Ind. 0
Date : 11 juillet 2011	page 3/46
Bureau Veritas DUNKERQUE Tel : + 33 3 28 25 92 00 Fax : + 33 3 28 25 92 19	



1. RENSEIGNEMENTS SUR L'OPERATION

1.1. Généralités

Les différents entrepreneurs doivent prendre parfaite connaissance du présent document, en retirer les éléments nécessaires à la mise au point de leur proposition et se conformer rigoureusement, lors de l'exécution des travaux, aux dispositions qu'il contient.

Les prestations définies dans ce document font partie intégrante du marché de chaque entreprise.

Article R4532-11 : Le coordonnateur veille, à ce que les principes généraux de prévention définis aux articles L. 4531-1 et L. 4535-1 soient effectivement mis en œuvre. **Il exerce ses missions sous la responsabilité du maître d'ouvrage.**

En concertation avec le Coordonnateur SPS et Protection de la Santé, le Maître d'Ouvrage et le Maître d'Œuvre se réservent le droit de faire exécuter par toute entreprise de leur choix, en lieu et place et aux frais des entreprises titulaires défailtantes, tout ou une partie des travaux ou des aménagements dus par celles-ci au titre de la sécurité, de la protection de la santé et de l'hygiène des travailleurs.

Il est rappelé qu'en matière de sécurité et de protection de la santé du personnel, les entreprises ont non seulement une obligation de moyen, mais également une obligation de résultat.

1.2. Présentation du projet

1.2.1. Déclaration préalable

A établir par le Maître de l'Ouvrage et à transmettre aux organismes de prévention.

Pour la tenue à jour du Registre Journal de la Coordination, le Maître de l'Ouvrage adresse au Coordonnateur SPS une copie de cette Déclaration Préalable et une copie des Bordereaux d'envoi dudit document aux organismes officiels de prévention : Inspection du Travail – C.A.R.S.A.T – O.P.P.B.T.P.

1.2.2. Présentation du projet

Le projet concerne les travaux de construction d'un pôle scolaire

Le projet est situé Contour du Château à STAPLE

1.2.3. Mode de consultation des entreprises

Travaux en corps d'état séparés.

1.2.4. Désignation des lots

- Lot 01 – VRD
- Lot 02 – Gros Œuvre
- Lot 03 – Charpente – Ossature bois – Isolation – Bardage bois
- Lot 04 – Etanchéité – Bardage métallique
- Lot 05 – Menuiseries aluminium - Serrurerie
- Lot 06 – Doublages - Cloisons
- Lot 07 – Plafonds suspendus
- Lot 08 – Menuiseries bois
- Lot 09 – Carrelage
- Lot 10 – Peinture – Revêtements muraux – Sols souples
- Lot 11 – Electricité
- Lot 12 – Chauffage – VMC – Plomberie - Sanitaires

1.2.5. Prévision du nombre d'entreprises et de leur(s) sous-traitant(s)

- Nombre d'entreprises intervenantes (estimation) : 12 + les sous-traitants

1.2.6. Prévision des effectifs sur le chantier

- Effectif prévisible du personnel de chantier (estimation) : 2 à 15 personnes



1.3. Présentation des intervenants

	<i>Nom</i>	<i>Adresse</i>	<i>Responsable</i>
Maître d'ouvrage	Commune de STAPLE	97, rue de la Mairie 59190 STAPLE	DEFEVERE Eddie Tél. : 03.28.40.02.97 mail : eddie.defevere@9online.fr
Maître d'oeuvre	SCENARIO-ARA	9, rue de l'abbaye 62500 SAINT OMER	Fax : 03.21.93.36.99
Bureau d'études techniques	DLF Ingenierie	11, rue Dampierre 59140 DUNKERQUE	SCHWENDENER Franck Tél. : 03.28.65.89.89 mail : dlf.ing.fschwendener@wanadoo.fr
Coordonnateur SPS	Bureau Veritas	Parc d'Activité de l'Etoile Rond point de la Porte de Lille BP 30089 59791 GRANDE SYNTHE	DOCQUIN André Port. : 06.73.98.33.13 Tél. : 03.28.25.92.00 mail : andre.docquin@fr.bureauveritas.com

COORDONNEES DES ORGANISMES DE PREVENTION

	<i>Adresses</i>	<i>Téléphone/Fax</i>
Inspection du Travail	77, rue Léon Gambetta BP 665 59033 LILLE Cedex	Tel : 03.20.12.55.60 Fax : 03.20.42.81.44
CARSAT (C.R.A.M.)	11, Allée Vauban 59661 VILLENEUVE D'ASCQ	Tel : 03.20.05.61.61 Fax : 03.20.05.62.50
O.P.P.B.T.P.	Parc Europe - Bâtiment 10 340 avenue de la Marne 59700 MARCQ-EN-BARŒUL	Tel : 03.20.52.13.14 Fax : 03.20.52.64.76

1.4. Autorisations administratives

1.4.1. Permis de voirie, circulations, occupation du sol

L'entreprise aura la sa charge l'obtention des autorisations auprès de la mairie et des éventuels riverains concernés.

[GO](#)

1.4.2. Déclarations particulières

Il incombe aux entreprises d'établir toutes les demandes d'autorisation nécessaires à la réalisation de ses travaux et en particuliers :

[TCE](#)

D.I.C.T, (validité : 2 mois)

Demandes d'arrêtés,

Autorisations concessionnaires, etc... (téléphone, câble, internet...)

Ces déclarations sont à établir et à diffuser par toute entreprise (compris sous traitante) dès lors quelle réalise des travaux en sol. Une copie sera adressée au coordonnateur.

Les entreprises étrangères doivent avant leur intervention sur le sol français, faire une déclaration de détachement de salarié en France, à la Direction Départementale du Travail et de l'Emploi.

Construction d'un pôle scolaire en démarche HQE
Contour du Château - 59190 STAPLE

N° Opération : 2 271 589	
Plan Général de Coordination	Ind. 0
Date : 11 juillet 2011	page 5/46
Bureau Veritas DUNKERQUE Tel : + 33 3 28 25 92 00 Fax : + 33 3 28 25 92 19	

2. MESURES D'ORGANISATION GENERALE

2.1. Contraintes d'environnement

2.1.1. Contraintes du site

Les entreprises intervenantes maintiendront les rues environnantes de la Commune de STAPLE dans leur état de propreté initial, parties roulantes et trottoirs compris, durant toute la durée du chantier jusqu'à la réception définitive des travaux.

Prévoir également toutes les dispositions pour assurer la sécurité des usagers de la voie publique et notamment lors des approvisionnements de chantier.

Les entreprises ne peuvent effectuer ou faire effectuer, en présence du public, des travaux qui feraient courir un danger quelconque à ce dernier ou qui apporteraient une gêne à son évacuation (application de l'article GN 13 du Code du Travail).

Chaque entrepreneur devra prendre toutes les dispositions nécessaires pour réduire, dans toute la mesure du possible, les gênes imposées aux usagers et aux voisins, notamment celles qui pourraient être causées par le bruit, les fumées, les poussières, etc..

[TCE](#)

2.1.2. Sujétions liées au site

Durant les travaux, des dispositions particulières, en concertation avec la maîtrise d'ouvrage la maîtrise d'œuvre, et le coordonnateur sécurité, seront prises pour éviter des gênes dues aux bruits, vibrations et aux poussières.

Présence de réseaux existant (enterré, aérien, cuve...).

Si les travaux seront réalisés, dans des bâtiments occupés, les entreprises, devront maintenir en permanence les accès sécurisés pour les locataires, les visiteurs, la distribution du courrier, les services de secours, les entreprises extérieures de maintenance etc...

Eventuellement avertir les chefs d'établissements voisins des gênes momentanées causées et des dispositions à prendre (en accord avec le Maître d'Ouvrage), neutralisation de la zone de travail par des barrières efficaces, mise en place de circulations protégées,

[TCE](#)

2.1.3. Sous-sol

Adresser les DICT aux administrations et concessionnaires. Le formulaire doit être reçu par les exploitants d'ouvrages au moins dix jours avant la date de début de travaux.

Avant d'intervenir sur le chantier, consultez les DICT et procédez à la reconnaissance sur le terrain des réseaux enterrés – Sondages à faire à l'avancement du chantier. Balisez les tracés probables des câbles et canalisations. Respecter les consignes des concessionnaires.

Assurer le drainage et l'évacuation des eaux de ruissellement

Assurer stabilité de la plate-forme y compris fouilles

[TCE](#)

[V.R.D. & G.O.](#)

2.1.4. Aériens

Des lignes électriques aériennes (lignes haute tension ou suspendues aux façades sur rues) sont susceptibles d'être présentes sur le chantier. Toute entreprise amenée à travailler sur le site devra respecter les prescriptions du décret du 8 janvier 1965 et textes d'application (modifié par décret du 6 mai 1995) et en particulier les règles d'éloignement des engins (Gabarit de circulation, dispositifs protecteurs, isolation des conducteurs par les services de EDF etc...)

Toute entreprise ayant à exécuter des travaux aériens ou de levage à proximité des lignes électriques devra faire une déclaration d'intention de commencement de travaux (D.I.C.T), auprès du concessionnaire et de respecter les mesures de sécurité émise par celle-ci. (Cette D.I.C.T doit être adressée au moins 10 jours avant le début des travaux)

[TCE](#)

2.1.5. Accès

Le chantier est desservi par des voies publiques.

[GO](#)

L'entreprise devra prendre toute disposition auprès des services concernés pour :

La protection éventuelle des équipements existants.

La dépose et / ou protection / le balisage des réseaux existants aériens et / ou souterrains.
(Téléphone, électricité, éclairage public.)

Les demandes d'autorisation d'emprise sur voirie, soit une interdiction de stationnement pendant toute la durée du chantier afin de permettre l'entrée et la sortie des véhicules (emprise à définir lors de l'établissement du plan des installations de chantier).

Si existence d'un **trottoir piéton** le long du chantier. L'entreprise devra prendre toute disposition auprès des services concernés pour :

Assurer la protection des utilisateurs de ces trottoirs.

2.1.6. Présence d'amiante sur existants

Pour tous les travaux de démolition, le Maître d'Ouvrage doit faire réaliser un diagnostic amiante avant travaux (essai destructif comme prévu par le Décret n° 2006-761 du 30 juin 2006).

[TCE](#)

Après analyse des échantillons, s'il y a mise en évidence de présence d'amiante l'entreprise devra la dépose de l'ensemble des matériaux énumérés dans le rapport diagnostic amiante. L'entreprise devra réaliser un plan de retrait compris toutes sujétions de protections, d'évacuations, et de réalisation.

NOTA :

Entre la phase de dépôt des matériaux et avant la pose des matériaux de remplacement, il y aura lieu d'effectuer des contrôles de présence ou non d'amiante avant et après retrait du confinement par prélèvements de poussières sur : éléments de charpente, dessus de murs et sols.

Les entreprises qui effectuent des travaux de retrait d'amiante non friable en milieu intérieur doivent être certifiées. Ces entreprises doivent détenir un certificat de qualification (QUALIBAT 1513 - amiante friable) qui atteste de leur capacité technique à réaliser des travaux de retrait ou de confinement d'amiante et de leur respect des réglementations en matière d'environnement et de sécurité.

2.1.7. Présence de produits toxiques ou substances dangereuses sur existants

Pour tous les travaux de démolition de bâtiments antérieurs à 1948, le Maître d'Ouvrage doit réaliser un Diagnostic plomb

[TCE](#)

2.1.8. Engin de guerre

En cas de découverte d'engins de guerre:

[TCE](#)

- ✓ arrêter les travaux,
- ✓ baliser largement la zone,
- ✓ mettre tout le personnel en sécurité,
- ✓ Prévenir la mairie qui avertira les services de déminage de la Préfecture,
- ✓ prévenir le Maître d'Ouvrage, le Maître d'Œuvre et le Coordonnateur SPS,
- ✓ attendre les instructions.

2.2. Organisation générale du chantier

2.2.1. Modalité d'accueil des salariés

Les personnels des entreprises, y compris les salariés intérimaires, devront recevoir, le jour de leur arrivée sur le chantier, une formation pratique et appropriée en sécurité.

[TCE](#)



Cette formation qui sera assurée par les chefs de chantier et les chefs d'équipe des entreprises (**exemple de fiche d'accueil en annexe du PGC**) portera sur :

- ✓ les conditions de circulation des personnes sur le chantier,
- ✓ la sécurité pendant l'exécution du travail
- ✓ les dispositions à prendre en cas d'incident, d'accident et d'incendie.
- ✓ la situation et le contenu de la boîte de premier secours.

Chaque entreprise devra tenir à jour sur le chantier une liste de tous ses salariés. Ces différents personnels devront pouvoir être facilement identifiables (Carte d'Identification Professionnel des Salariés du BTP ou autocollant sur le casque ou vêtement de travail au nom de l'entreprise).

2.2.2. Plan d'installation de chantier

Préalablement à l'exécution des travaux, l'entreprise soumettra à l'accord du Maître d'Œuvre et du Coordonnateur SPS le plan de circulation et le plan des installations de chantier (plan porté au registre journal) qui devront préciser dans les différentes phases du chantier la localisation :

- ✓ des barrières définitives prévues par le Maître d'Ouvrage,
- ✓ des conduites enterrées et aériens,
- ✓ des clôtures et protections temporaires,
- ✓ des parkings pour les véhicules de chantier,
- ✓ des installations destinées aux sanitaires, vestiaires et réfectoires,
- ✓ des installations de la salle de réunion et des différents bureaux,
- ✓ recettes (plans des façades),
- ✓ des zones dégagées et prévues pour recevoir les échafaudages ou la circulation de nacelles,
- ✓ de l'emplacement des zones de stationnement, personnel et entreprises,
- ✓ de l'emplacement des moyens de secours et d'appel,
- ✓ point de rassemblement en cas d'évacuation générale du chantier,
- ✓ point de rencontre pour accueil des services de secours,
- ✓ des zones de stockage et de préparation, y compris zones de rétention
- ✓ de l'emplacement des bennes à déchets,
- ✓ de l'emplacement de l'aire de rinçage des toupies et nettoyage camion,
- ✓ des accès provisoires au bâtiment,
- ✓ "de l'emplacement de la grue",
- ✓ "des zones d'interdiction de survol des charges et l'implantation possible de la grue avec les zones d'évolution de la flèche et de la contre flèche",
- ✓ de l'emplacement de l'armoire générale électrique de chantier et des coffrets divisionnaires.

La fourniture, l'installation et l'entretien des divers éléments nécessaires à ces différentes installations sont à la charge de l'entreprise y compris le fléchage pour indiquer le chantier ainsi que la signalétique de sécurité.

2.2.3. Locaux de vie et d'hygiène:

Afin de satisfaire aux règles d'hygiène et de sécurité sur le chantier, l'entreprise mettra obligatoirement en place les installations communes de chantier (sanitaires, vestiaires, réfectoires et salle de réunion) suivant la réglementation en vigueur et l'effectif prévisionnel de l'ensemble du chantier.

Ces installations devront s'adapter en permanence à l'effectif du chantier.

Si les vestiaires et le bloc sanitaires sont installés dans des locaux séparés, la communication entre ceux-ci doit pouvoir s'effectuer sans traverser les locaux de travail ou de stockage et sans passer par l'extérieur.



L'ensemble de la zone cantonnement sera aménagé sur une plate-forme préalablement préparée pour recevoir ces équipements et permettre de maintenir pendant toute la durée du chantier une zone cantonnement parfaitement praticable.

Les cantonnements seront reliés au domaine public par des voies de circulation destinées aux piétons qui pourront accéder et quitter ces installations en tenue de ville.

Les cantonnements seront disposés de telle sorte que leur accès ne nécessite pas de traverser les zones de travaux ou de stockages.

Le réseau d'eau potable devra être hors gel.

Des lave-bottes seront installés à l'entrée de la zone cantonnements.

Ces installations devront répondre à l'ensemble des normes en vigueur, y compris la réglementation relative à la sécurité incendie.

Sont prévus tous les branchements et raccordements nécessaires au bon fonctionnement des installations de chantier, ainsi que toutes les démarches administratives, les droits et taxes et les dépenses de consommations, soit :

- ✓ Branchement et distribution de l'eau potable.
- ✓ Branchement et distribution de l'électricité.
- ✓ Branchement et distribution du téléphone.
- ✓ Réseau d'évacuation et raccordement aux égouts.

L'entreprise devra réaliser toutes les démarches administratives, régler les droits et taxes, et assurer l'entretien et la maintenance pendant toute la durée du chantier.

2.2.3.1. Sanitaires:

Ils seront installés et raccordés, par l'entreprise avant le début des travaux pour tous les corps d'état, jusqu'à réception des travaux.

Entretien des sanitaires à la charge de l'entreprise.

Ils comprendront :

- Un lavabo pour 10 personnes. Un passage de 0,80m minimum sera aménagé autour de chaque appareil.
- Une douche pour 20 personnes. (travaux insalubres)
- Eau potable et à température réglable.
- Un WC et un urinoir pour 20 personnes dont au moins un cabinet avec poste d'eau.

Des moyens de nettoyage et de séchage ou d'essuyage seront mis à la disposition des travailleurs (savons liquides adaptés, rouleaux tissu ou sècheurs électriques adaptés etc...)

Conformément au code du travail les salariés de sexe féminin doivent bénéficier d'installations d'hygiène et de vestiaires séparées de celles des hommes. Ces installations complémentaires seront à la charge des entreprises concernées.

2.2.3.2. Réfectoires :

La surface totale à prévoir sera calculée en prenant comme base 1,50 m² minimum par personne.

[GO](#)

[GO](#)

Ils comprendront :

- Tables et chaises en nombre suffisant.
- Appareil de réchauffage (chauffe gamelle ou cuisinière).
- Eau potable.
- Réfrigérateur.

Ils seront équipés d'extincteurs de capacité suffisante et adaptés aux risques.

2.2.3.3. Vestiaires:

La surface totale à prévoir sera calculée en prenant comme base 1,25m² par personne.

Ils comprendront des bancs et des armoires vestiaires individuelles (type B - à 2 compartiments - NF D 65.760) en nombre suffisant, fermant à clé.

Le sol des locaux sera lessivable. L'entretien de ces locaux sera effectué quotidiennement par l'entreprise.

Ils seront équipés d'extincteurs de capacité suffisante et adaptés aux risques.

[GO](#)

2.2.3.4. Bureaux de chantier - Salle de réunion :

Bureau général de chantier :

Une salle de réunion sera mise à disposition par l'entreprise pour le maître d'Ouvrage, le maître d'Œuvre et le coordonnateur, équipée de :

- Téléphone, télécopieur.
- Tables et chaises en nombre suffisant pour permettre l'accueil des participants aux réunions de chantier.

Un tableau d'affichage comprenant :

- la déclaration préalable,
- les consignes,
- le programme détaillé corps d'état par corps d'état,
- les plans (DCE)
- le plan à jour de l'installation de chantier

[GO](#)

Bureau de chantier des entreprises :

En accord avec le maître œuvre, les entreprises pourront installer sur le site leurs bureaux de chantier. Chaque entreprise fera son affaire de ses propres installations sur les emplacements définis par le maître œuvre.

[TCE](#)

2.2.4. Piste d'accès et plate-forme

2.2.4.1. Phase préliminaire

Une plate-forme y compris piste d'accès sera réalisée dès la prise de possession du terrain par l'entreprise, pour l'emprise du bâtiment, des circulations et des zones de cantonnements, zone d'approvisionnement en hauteur et de stockages.

[GO](#)

Sa constitution permettra la circulation des engins de chantier. Les réseaux E.P / E.U/E.V "profonds" seront mis en place et raccordés aux réseaux publics. (afin d'assurer le drainage et l'évacuation des eaux de ruissellement, etc.).

Elle sera réalisée sur l'emprise complète du (ou des) bâtiment(s) avec une sur-largeur de 3.00 m. minimum, les voies d'accès au chantier (sur l'emprise définitive), les circulations « chantier », la zone du cantonnement. et des stockages. (Prévoir fourreaux pour alimentation eau, électricité et téléphone).

Les pistes chantier, mises en place seront de résistance suffisante pour être utilisée par des engins « lourds ».

Une révision de cette plate-forme sera réalisée avant la réalisation du (ou des) bâtiment(s).

2.2.4.2. Phase chantier

L'entreprise assurera l'entretien, des pistes d'accès aux différents bâtiments, des circulations piétonnes et des zones de cantonnements et de stockages pendant toute la durée du chantier.

[GO](#)

L'entreprise gros Œuvre assurera dans les plus brefs délais le remblai des massifs de fondations et le remblai périphérique extérieur des bâtiments. Une plate-forme de 2 mètres de large au minimum sera prévue, dès le remblai des fondations, en périphérie du bâtiment de façon à reconstituer très rapidement des aires planes et stabilisées, pouvant permettre la libre circulation de tous les corps d'état et la mise en place d'échafaudages.

2.2.5. Réseaux provisoires

Assurer l'évacuation des eaux pluviales avant «clos couvert» pour éviter risque d'inondation du terrain

[GO](#)

Le branchement provisoire d'égouts sera réalisé par l'entreprise depuis le réseau existant jusqu'aux constructions à réaliser et aux installations communes de chantier

2.2.6. Point de puisage

L'entreprise mettra en place le branchement provisoire d'eau depuis le réseau extérieur jusqu'aux installations communes de chantier et jusqu'au bâtiment. L'entreprise mettra en place un point de puisage par niveau

[GO](#)

2.2.7. Clôture de chantier

Le chantier sera fermé par l'entreprise par des éléments grillagés de type "HERAS" ou similaire (y compris portail et portillon). Ces installations devront être faites avant l'arrivée du personnel sur le chantier et devront rester en place jusqu'à la fin du chantier..

[GO](#)

Le portail et portillon d'accès seront équipés de fermeture à clés, ceux-ci auront la même hauteur que la clôture de fermeture.

L'état des clôtures et des portails sera vérifié par des visites régulières. En cas de parties manquantes ou dégradées, le nécessaire devra être fait afin d'assurer la continuité de la fermeture du chantier.

Des panneaux seront mis en place, sur l'ensemble de la clôture :

- ✓ « CHANTIER INTERDIT AU PUBLIC »,
- ✓ « PORT DU CASQUE OBLIGATOIRE ».

En dehors des horaires du chantier, les portails d'accès au site seront fermés à clé.

Sur voirie extérieure et sortie de chantier :

- ✓ Un panneau « SORTIE D'ENGINS » sera mis en amont et aval des accès au chantier,
- ✓ Un panneau « STOP » sera mis en place en sortie de chantier.

2.2.8. Accès et circulations extérieurs

2.2.8.1. Contrôle d'accès

Tous les salariés porteront le nom de leur entreprise sur leur casque ou sur leur vêtement de travail et être en possession de leur Carte d'Identification Professionnel des Salariés du BTP.

[TCE](#)

2.2.8.2. Accès au chantier

Les consignes d'accès seront données par l'entreprise lors de l'accueil des salariés.

[TCE](#)

L'accès à la zone cantonnement sera séparé de l'accès engins et véhicules de chantier.



Accès piétons

[GO](#)

Les circulations piétonnes seront de type « pied sec », matérialisées physiquement (balisage, signalétique, passage piéton...) pour l'accès aux postes de travail et l'installation de chantier (base vie).

Accès véhicules

[GO](#)

Pendant la période de préparation, l'entreprise élaborera, en accord avec les services de police et de la voirie, un plan de circulation et de balisage permettant d'orienter les véhicules et de « fluidifier » le trafic routier à la périphérie du chantier

Le plan de circulation et ses éventuelles modifications seront affichés. Les entreprises auront, quant à elles, la responsabilité d'informer leurs transporteurs, fournisseurs, sous-traitants, etc...

Circulations dans l'emprise du chantier

[GO](#)

Les circulations seront aménagées et entretenues par l'entreprise.

Les cheminements à utiliser par le personnel des différentes entreprises pour se rendre aux cantonnements et à leurs postes de travail seront réalisés en respectant les points suivants :

- ✓ balisage et séparation physique vis-à-vis des voies où circulent des véhicules.
- ✓ éclairage des zones où le personnel est amené à circuler.

Tous les intervenants devront veiller à ce que les circulations soient propres et libres de tout obstacle. En particulier, il est interdit d'y entreposer du matériel et des matériaux.

[TCE](#)

Les manœuvres et évolutions avec visibilité réduite ne pourront s'effectuer, que sous la conduite d'une ou plusieurs personnes, chargées du guidage des opérateurs et de la signalisation vis-à-vis des autres utilisateurs de la zone de circulation. les avertisseurs sonores et optiques couplés avec la marche arrière sont obligatoires sur tous les engins de chantier et véhicules de transport.

[TCE](#)

Circulations hors de l'emprise du chantier

[TCE](#)

Les entreprises devront prendre toutes les mesures permettant d'assurer pendant toute la durée des travaux une circulation fluide sur la voie principale d'accès au chantier.

Cette obligation absolue permettra de maintenir en permanence les accès :

- ✓ aux services de sécurité,
- ✓ aux piétons et aux véhicules,
- ✓ aux livraisons,

Les entreprises intervenantes maintiendront les rues environnantes du chantier dans leur état de propreté initial, parties roulantes et trottoirs compris, durant toute la durée du chantier jusqu'à la réception définitive des travaux.

[TCE](#)

Les entreprises intervenantes prévoiront également toutes les dispositions pour assurer la sécurité des usagers de la voie publique et notamment lors des approvisionnements de chantier.

[TCE](#)

Un poste de nettoyage des camions sera mis en place par l'entreprise.

[GO / VRD](#)

L'entreprise devra organiser le trafic des camions pour :

- ✓ l'évacuation des terres et des gravats,
- ✓ l'approvisionnement des matériels et matériaux,
- ✓ faire respecter les stationnements sur les aires de déchargement prévues à cet effet.



Signalisation et éclairage

Ils seront conformes aux règles de police et aux prescriptions du Maître d'Œuvre en concertation avec le Coordonnateur SPS, le Maître d'Œuvre aura le droit de faire installer d'office et aux frais de l'entreprise, tous dispositifs supplémentaires, clôtures, lanternes qu'il jugerait nécessaires.

[GO](#)

Dans tous les cas, y compris celui où le Maître d'Œuvre aurait usé du droit qui vient d'être défini, l'entrepreneur titulaire sera seul responsable des accidents qui seraient reconnus provenir de sa négligence ou de celle de ses agents et ouvriers.

2.2.9. Stationnement

Le stationnement des véhicules des salariés et intervenants du chantier est interdit à l'intérieur de la zone travaux ainsi qu'en dehors des zones prévues à cet effet. Celles-ci seront portées sur le plan général des installations de chantier.

[TCE](#)

2.2.10. Protection contre l'incendie

Tout feu est rigoureusement interdit sur le chantier.

[TCE](#)

Installation d'extincteurs adaptés aux postes de travail par point chaud. Arrêt des travaux par point chaud une heure avant de quitter le chantier.

L'entreprise installera des extincteurs appropriés aux différents risques dans les bureaux de chantier, vestiaires, réfectoires, magasins de stockage etc...

[GO](#)

Les entreprises utilisant des produits inflammables devront :

[TCE](#)

- Préalablement, en informer le maître d'Œuvre, le Coordonnateur SPS.
- La nature et la fiche de sécurité de ces produits devront être jointes au PPSPS de l'entreprise.
- Les conditions de stockage de ces produits sur le chantier devront préalablement faire l'objet d'une demande d'autorisation du maître d'Œuvre et du Coordonnateur SPS.

2.2.11. Elévation du personnel

L'entreprise qui installera un moyen d'accès devra le mettre à disposition des autres corps d'état.

[TCE](#)

2.2.12. Travaux en hauteur

Les échelles, escabeaux et marchepieds ne doivent pas être utilisés comme poste de travail. Toutefois, ces équipements peuvent être utilisés en cas d'impossibilité technique de recourir à un équipement assurant la protection collective des travailleurs ou lorsque l'évaluation du risque a établi que ce risque est faible et qu'il s'agit de travaux de courte durée ne présentant pas un caractère répétitif. (décret 65-48 du 8 janvier 65 modifié - R.4323-63)

[TCE](#)

Les accès communs à l'échelle, ne seront admis que :

- ✓ si des fixations en pied et en tête sont mises en place,
- ✓ si la hauteur d'accès ne dépasse pas 3 mètres,
- ✓ si l'échelle dépasse d'au moins un mètre le niveau d'accès,
- ✓ si les équipements, matériels, matériaux transitent par un autre moyen,
- ✓ si l'emprise au sol est protégée contre les chocs dus à la circulation d'engins ou de véhicules,

Quelle que soit la hauteur de travail, ces travaux seront effectués à l'aide, de plate-forme de travail, de plate-forme individuelle roulante, d'échafaudages roulants, de nacelle élévatrice ou d'échafaudage de pied. Ce matériel devra répondre à la réglementation en vigueur et normalisé.

[TCE](#)

En tout état de cause, ces matériels devront être montés ou évoluer sur des surfaces stabilisées.

2.2.13. Utilisation des échafaudages

Respecter la réglementation en vigueur et en particulier le Décret 2004-924 du 1er septembre 2004 soit:

[TCE](#)

- Montage à effectuer conformément à la notice et au plan du fabricant. Sinon obligation de note de calcul de résistance et de stabilité.
- Montage de l'échafaudage que sous la direction d'une personne compétente et par des travailleurs ayant reçu une formation adéquate et spécifique.
- L'échafaudage sera muni de moyens d'accès sûrs et en nombre suffisant. Ils doivent être protégés contre les chutes sur toute leur hauteur.
- L'échafaudage sera muni de dispositifs de protections collectives contre les chutes (côté extérieur) et pas de vide de plus de 20 cm côté intérieur – Si impossibilité garde-corps comme du côté intérieur
- La charge admissible de l'échafaudage doit être visiblement indiquée sur l'échafaudage ainsi que sur chacun de ses planchers.
- L'entreprise assurera un contrôle régulier de l'arrimage et des ancrages de l'échafaudage.

Avant mise en service, l'échafaudage doit être examiné dans toutes ses parties en vue de s'assurer qu'il est conforme à la réglementation en vigueur. Cet examen doit être renouvelé toutes les fois qu'il est nécessaire (notamment à la suite de toute défaillance du matériel) et tous les **3 mois** pendant tout le temps qu'il reste en place. Les examens doivent être effectués à la diligence du chef d'établissement de la société de montage par une personne compétente choisie par lui. Le nom et la qualité de cette personne doivent être consignés sur le « **registre de sécurité** ».

2.2.14. Prévention des chutes de hauteur

Elle doit être assurée par des garde-corps provisoires, intégrés ou fixés de manière sûre placés à une hauteur comprise entre 1 mètre et 1,10 m et comportant une plinthe et une lisse intermédiaire à mi-hauteur

[TCE](#)

La priorité doit être donnée aux équipements permettant d'assurer la protection collective des travailleurs.

Lorsque des dispositifs de protection collective ne peuvent être mis en œuvre, la protection des travailleurs doit être assurée au moyen d'un système d'arrêt de chute approprié ne permettant pas une chute libre de plus d'un mètre. Lorsqu'il est fait d'un tel équipement de protection individuelle, un travailleur ne doit jamais rester seul afin de pouvoir être secouru dans un temps compatible avec la préservation de sa santé.

2.2.15. Echafaudages, matériels ou équipements mis en commun

Lorsqu'une entreprise met des matériels à la disposition d'une autre entreprise, ils doivent être en bon état et conformes à la réglementation.

[TCE](#)

L'entreprise qui utilise un matériel, installé par une autre entreprise, devra s'assurer qu'il est adapté à l'usage qu'elle veut en faire et qu'il présente les sécurités requises

Il lui est interdit, de modifier cet équipement sans que le propriétaire en soit expressément averti par demande préalable et sans accord de ce dernier.

La mise à disposition du matériel devra faire l'objet d'un accord préalable auprès des entreprises.



2.2.16. Utilisation et conduite des véhicules et des engins

Le personnel appelé à conduire un engin de chantier, quel qu'il soit, devra être en possession de son autorisation de conduite de l'engin intéressé délivré par l'employeur. Les appareils de levage doivent faire l'objet de vérifications réglementaires, les registres de sécurité devront être tenus à jour et se trouver dans la cabine de l'engin.

[TCE](#)

Les manœuvres et évolutions avec visibilité réduite ne pourront s'effectuer, que sous la conduite d'une ou plusieurs personnes, chargées du guidage des opérateurs et de la signalisation vis-à-vis des autres utilisateurs de la zone de circulation. Les avertisseurs sonores et optiques couplés avec la marche arrière sont obligatoires sur tous les engins de chantier et véhicules de transport.

2.2.17. Modalités de visite du chantier par des tiers

Des visites pourront être organisées par le Maître d'Ouvrage. Les mesures de protection et de sécurité seront définies avec le responsable de chantier et le coordonnateur de sécurité en fonction de l'état du chantier au moment de la visite et des modalités de visites (nombre de visiteurs, heures de visite, locaux visités, etc...).

[TCE](#)

Une fiche de consigne de sécurité à adopter sur le site sera réalisée par le Maître d'Ouvrage. Celle-ci devra être connue et signée par tous les visiteurs.

L'organisateur de la visite demeurera le seul responsable de la fourniture des casques et chaussures de sécurité, ainsi que des éventuels dommages matériels subis par les visiteurs au cours de la visite.

3. MESURES DE COORDINATION SPS

3.1. Responsabilité des entreprises

Le Maître d'Ouvrage et/ou le Maître d'Œuvre tiendront informés le Coordonnateur SPS des nouvelles entreprises sous-traitantes agréées.

3.2. Co-activités et protections collectives

3.2.1. Organisation de la sécurité collective

Les grands principes qui régissent l'organisation de la sécurité sur le chantier sont :

Chaque intervenant est responsable de la sécurité de ses salariés,

C'est à l'entreprise titulaire d'un marché de mettre en place les protections collectives **sur ses ouvrages** contre la chute des personnes et des objets en tous points où cela s'avèrera nécessaire en tenant compte des interventions des autres intervenants. Elle devra maintenir les protections jusqu'à la suppression du risque. Elle aura la **charge exclusive de l'entretien et de la maintenance** de ces protections jusqu'à l'achèvement des travaux.

Eventuellement, à la fin de ses travaux, sous réserve de l'accord du Maître d'Ouvrage, du Maître d'Œuvre et du Coordonnateur SPS, elle devra passer les consignes à l'entreprise appelée à lui succéder.

En d'autres termes, chaque entrepreneur ayant à intervenir sur le chantier et quel que soit le titre auquel il intervient, devra s'assurer que les protections mises en place sont adaptées à ses travaux et suffisantes.

Si tel n'est pas le cas, cet entrepreneur aura à sa charge et à ses frais, la mise en place de dispositifs nouveaux complémentaires pour assurer la protection collective de son personnel. Les nouvelles protections seront maintenues et entretenues par l'entrepreneur concerné, aussi longtemps que nécessaire. Le Coordonnateur SPS sera informé des compléments ou modifications ainsi apportées avant toute intervention sur le site.

Si une entreprise doit déplacer des dispositifs de protection collective pour son intervention, elle aura l'obligation et la charge de les remettre en place immédiatement sous le contrôle et la responsabilité de l'entreprise qui les a installés.

- ➡ **✓ Décret 2004-924 du 1^{er} septembre 2004** – La hauteur des garde-corps provisoires est fixée entre 1 m et 1,1 m avec plinthe de 10 cm ou de 15 cm et lisse intermédiaire à mi-hauteur
- ➡ **✓ Décret 2004-924 du 1^{er} septembre 2004** - La justification de non installation des protections collectives du fait d'un recours à l'utilisation des E.P.I. fondée sur le critère temps de moins d'une journée n'est plus possible. Cette justification doit être fournie au coordonnateur SPS par une analyse des risques et l'impossibilité technique de mettre en place des protections collectives.

Priorité sera donnée aux installations de protections définitives par rapport aux installations provisoires,

Tous les éléments en cours d'assemblage devront être consolidés s'ils sont instables, scellés ou étayés même provisoirement selon les prescriptions des fabricants.

Une délimitation des zones dangereuses ou interdites aux autres entreprises doit être effectuée. Une information sera faite lors des réunions de chantier. Les fouilles seront protégées par un balisage à la charge de l'entreprise ayant réalisé les travaux.

Le PPSPS des entreprises précisera le type de matériel proposé.

Le Maître d'Œuvre se réserve le droit, en cas de défaillance d'une ou plusieurs entreprises, de faire appel à une entreprise extérieure pour remettre en état les protections collectives aux frais des entreprises défaillantes.

TCE

3.2.2. Liste des protections collectives

La liste des protections énumérées ci-dessous n'est pas exhaustive. Les entreprises complèteront les protections prévues pour chaque poste de travail selon les modes opératoires retenues, en le précisant dans son PPSPS ou pourra proposer des dispositions au moins équivalentes.

En tout état de cause, les offres des entreprises prévoient le maintien en place des protections collectives existantes et de celles qu'elle a obligation d'installer pour ses travaux (ou pour ses sous-traitants) et ce, jusqu'à la fin du projet.

Protections collectives à mettre en place :

- a) **Planchers** : au droit des trémies d'escalier ou de tout autre vide de construction, un garde-corps rigide d'une hauteur minimale de 1,10 m avec une sous-lisse à mis hauteur et une plinthe de 0,15 m seront fixés préalablement en rive du plancher concerné.
- b) **Aciers en attente**, verticaux ou horizontaux seront crossés.
- c) **Baies et ouvertures** : les baies ayant une allège de faible hauteur, devront être pourvues d'un garde-corps d'une hauteur minimale de 1,00 m par rapport au sol du plancher de travail concerné.

Ce garde corps permettra la pose des menuiseries extérieures.

- d) **Terrasses** : Les protections collectives en toiture seront maintenues en place jusqu'à la fin d'intervention des lots techniques en terrasse (climatisation, VMC, etc....

- e) **Trémies** : Elles devront être obturées par des matériaux suffisamment résistants et fixés au support.

A part les trémies d'ascenseur, elles seront toutes protégées horizontalement, notamment les trémies d'escalier intérieur en attente d'escalier définitif. Une trappe sera alors prévue dans la protection.

- f) **Evacuation des gravats** : Mise en place d'éventuelles goulottes étanches pour l'évacuation des gravats de petits volumes.

- g) **Fondations**

Dans le cas où le niveau de fond de fouille serait supérieur à 1,30 m de profondeur, l'entrepreneur prendra en compte la stabilité provisoire de la fouille. Mettre en place des balisages au droit du terrassement des fondations.

L'entrepreneur assurera dans les plus brefs délais le remblai périphérique extérieur des bâtiments, afin de reconstituer très rapidement des aires planes et stabilisées, pouvant permettre la libre circulation autour des bâtiments et la mise en place d'échafaudages.

3.2.3. Déplacement de protection collective

Au cas où une tâche nécessiterait le déplacement ou l'enlèvement d'un dispositif de protection collective, l'entreprise (ou son sous-traitant) devra présenter la méthodologie qu'elle compte employer pour effectuer cette tâche, la nature des protections individuelles ou collectives qu'elle compte mettre en place, afin que ses ouvriers puissent travailler en sécurité pour effectuer la tâche en question et les mesures de protection qu'elle compte employer pour garantir la sécurité des autres intervenants du chantier.

Les dispositifs provisoires de protection collective devront être conçus de manière à ne pas gêner la mise en place du dispositif définitif. Ainsi le dispositif provisoire ne sera retiré qu'une fois le dispositif définitif mis en place.

TCE



L'entreprise devra installer, en suivant la progression de ses travaux, des protections collectives contre le risque de chute des personnes et des objets en tous points où cela s'avérera nécessaire.

3.2.4. Travaux superposés

Autant que possible les travaux superposés seront évités dans le calendrier de travaux.

Dans le cas d'impossibilité, l'entreprise travaillant en partie haute prendra les dispositions pour installer et entretenir les dispositifs destinés à assurer la protection des personnels situés en dessous.

[TCE](#)

En particulier, pour les lots structures, des dispositions seront organisées et mises en place lors de la pose des poutres.

D'une manière générale, avant de réaliser des travaux en hauteur, les entreprises interdiront toute circulation de personnes en dessous et à l'aplomb des postes de travail. Cette interdiction d'accès sera assurée par la mise en place – puis la maintenance – de clôtures (éventuellement amovibles) rigides.

3.2.5. Mise en œuvre de produits dangereux

Les entreprises mettant en œuvre des produits pouvant présenter des risques pour la sécurité ou la santé des personnels du chantier (enlèvement de matériaux amiantés, traitement à la chaux, flocage, sablage, utilisation de substances toxiques ou inflammables, soudure, etc.) devront isoler leurs zones de travail et en interdire l'accès aux autres corps d'état (obligation de moyens et de résultats).

[TCE](#)

3.2.6. Prévention des risques de maladies professionnelles

L'attention des entreprises est attirée sur la nécessité de mettre en place des moyens permettant de limiter :

[TCE](#)

- La poussière (cloisonnement étanche des zones réhabilitées, bennes bâchées, arrosage pendant les démolitions, ventilation des locaux etc...)
- Le bruit (privilégier le carottage ou sciage, ensemble des engins de chantier d'un niveau sonore conforme à la réglementation en vigueur, matériel insonorisé, anti-vibratile etc...)

Le choix des modes opératoires et des produits mis en œuvre se fera de façon à réduire les nuisances telles que : bruits, vibrations, poussières gaz toxiques, etc...

Il appartient à l'entreprise génératrice de nuisances telles que bruit, émanation de poussières, vapeurs délétères, etc..., de mettre en œuvre les moyens nécessaires à la mise en sécurité des autres intervenants.

3.2.7. Protections principales par type de travaux

Chaque entreprise devra détailler précisément dans son P.P.S.P.S. les protections collectives et les moyens qu'elle mettra à disposition de son personnel et veillera à réaliser une continuité et une homogénéité des protections lors de l'intervention des autres entreprises.

[TCE](#)

Indépendamment du fait que chaque entreprise est responsable de la sécurité de ses salariés, les mesures suivantes, définissant le rôle de chaque entreprise, seront appliquées.

Détail par corps d'état

Cette liste n'est pas exhaustive et ne dispense pas les entreprises de prendre toutes les dispositions complémentaires aux conditions de sécurité indispensables sur le chantier.

DEPOSE AMIANTE

DIFFICULTES TECHNIQUES PARTICULIERES	RISQUES IDENTIFIES	MOYENS DE PROTECTION PROPOSES
Protections	<ul style="list-style-type: none"> Généralités 	<ul style="list-style-type: none"> Envoyer un plan de retrait amiante aux organismes officiels de prévention. Fournir au Coordonnateur SPS une copie du plan de retrait amiante, validé par les organismes officiels de prévention. Fournir au Coordonnateur SPS une copie des l'accusés de réception d'envoi du plan de retrait amiante aux organismes officiels de prévention. Fournir au Maître de l'Ouvrage une copie du bordereau de suivi des déchets.

ABATTAGE D'ARBRES

DIFFICULTES TECHNIQUES PARTICULIERES	RISQUES IDENTIFIES	MOYENS DE PROTECTION PROPOSES
Protections	<ul style="list-style-type: none"> Sécurité des tiers Chutes Ecrasement 	<ul style="list-style-type: none"> Ne pas entreprendre l'abattage lorsque les conditions météorologiques sont défavorable et la luminosité insuffisante (ex : vent violent, obscurité, brouillard épais). Avant travaux, mettre en place : un balisage de sécurité de la zone, en tenant compte de la courbe de chute, la signalétique, les arrêtés concernant l'opération, la signalisation temporaire. Avant abattage, étudier la direction de chute.



DEMOLITION

DIFFICULTES TECHNIQUES PARTICULIERES	RISQUES IDENTIFIES	MOYENS DE PROTECTION PROPOSES
Obligation avant travaux		<ul style="list-style-type: none"> Plan de retrait amiante, fournir au Coordonnateur une copie de l'AR d'envoi à l'inspection du travail. Examen complet de l'ouvrage à démolir ainsi que les existants contigus, cet examen doit permettre de recueillir les renseignements concernant : <ul style="list-style-type: none"> la nature, la résistance et la stabilité de la construction à démolir et de ses divers éléments, le repérage des ouvrages voisins, leur résistance, l'influence de la démolition sur leur stabilité, le repérage des voies et réseaux existants : voies ouvertes à la circulation, lignes électriques aériennes, conduites et câbles enterrés, le recensement des éléments à risques spécifiques en raison notamment de leur toxicité, inflammabilité ou radioactivité, Faire demande d'arrêté communal, pour la démolition en bordure de la voie publique. Faire les D.I.C.T. (gaz sur existant, aérien en façade...) Avant travaux mettre en sécurité tous les réseaux existants et s'assurer de leurs consignations. Avant travaux se rendre compte, de la résistance et de la stabilité de chacune des parties de ces ouvrages. S'il y a lieu des étaitements sûrs doivent être mis en place. Une délimitation des zones dangereuses ou interdites aux autres entreprises doit être effectuée. Une information sera faite lors des réunions de chantier.
Phase travaux	<ul style="list-style-type: none"> Sécurité des tiers Chutes écrasement 	<ul style="list-style-type: none"> Accueil des salariés, s'assurer, en outre que les instructions et consignes ont bien été transmises et qu'elles ont été comprises. Mise en place des installations réservées au personnel. Clôture, signalétique et signalisation du chantier en amont et en aval sur la voie publique. Balisage et signalisation des lignes aériennes, câbles et conduits. Respect du plan de retrait amiante, validé par l'inspection du travail. Repérage et neutralisation des installations intérieures d'électricité, de gaz, d'eau, cuve etc... : <ul style="list-style-type: none"> Vérification après coupure de la mise hors tension des réseaux électriques, Dégazage des tuyaux et cuve avant intervention (conserver une copie du PV de dégazage sur site), sécuriser toutes les zones d'accès et de travail (protections collectives, balisage etc..). Choix de méthodes et moyens ne nécessitant pas la présence en hauteur de travailleur. Enlèvement régulier des gravats ou autres objets encombrant les postes de travail et les surfaces de circulation. Mise en place de dispositifs garde-corps en bordure des ouvertures et planchers donnant sur le vide (baies, rive de plancher etc...).

DEMOLITION

DIFFICULTES TECHNIQUES PARTICULIERES	RISQUES IDENTIFIES	MOYENS DE PROTECTION PROPOSES
Phase travaux	<ul style="list-style-type: none"> • Sécurité des tiers • Chutes • écrasement 	<ul style="list-style-type: none"> • Condamner les locaux comportant des ouvertures (verticales ou horizontales) donnant sur le vide. • Limitation de la surface des trémies d'évacuation (1 m² maximum). Les munir d'un dispositif d'obturation et ne les découvrir que pendant les opérations d'évacuation. • Etudes particulières des postes de travail pour les opérations spécifiques, telles que démolition de la couverture (matériaux fragiles) abattage d'éléments horizontaux (planchers, poutres etc...) découpage d'éléments métalliques... • Réalisation de plates-formes de travail stables et protégées pour l'exécution de découpes, saignées... • Obturer les ouvertures existantes dans les planchers. • Ne pas apporter de surcharges anormales sur l'existant - Ne pas accumuler de gravats sur un plancher - Ne pas abattre d'éléments sur un plancher (sauf s'il s'agit d'élément légers de la construction). • Etayer les planchers, afin d'éviter aux parties instables de s'écrouler du fait des vibrations ou des modifications apportées par la démolition d'autres éléments de la construction. • Conservation de l'escalier le plus longtemps possible. • Travaux de démolition contiguë au voisinage : Aucun procédé par effondrement (quel que soit le moyen prévu), ni employer d'engins mécaniques (quelle que soit la méthode retenue) que s'il est possible préalablement d'isoler convenablement, par des saignées, cette construction de celle du voisin. • Travaux de démolition en bordure de la voie publique : Les méthodes destinées à provoquer l'effondrement partiel ou total de la construction sont interdites. Sauf si un clôturage équipé d'un matériel prévenant le risque de projections dangereuses, est mis en place en tenant compte de la courbe de chute. Mise en place de la signalisation, signalétique et mesures émises par la mairie suite à la demande d'arrêté communal. • L'utilisation du godet d'un engin, d'un pic ou croc équipant une pelle est interdite pour provoquer l'effondrement des éléments de la construction si la hauteur au sol est supérieure à la longueur du bras de l'engin en action. • Assurer la stabilité des éléments au cours de la démolition. • Elle aura la charge exclusive de l'entretien et de la maintenance de ces protections jusqu'à l'achèvement des travaux. • Aucun travailleur ne doit être chargé d'un travail de démolition ou de démontage pour le quel il ne serait pas compétent. • La démolition des ouvrages en béton armé ou en matériaux précontraints, ainsi que les ouvrages sous tenus par une charpente métallique, ne peuvent être effectués que sous la direction de personnes ayant l'expérience des techniques particulières qui doivent être mises en œuvre pour la démolition. • Démolition à l'engin : renforcement des aires d'évolution (fragiles) fermeture des regards et caniveaux, humidification des gravats par aspersion



VRD - TERRASSEMENTS

DIFFICULTES TECHNIQUES PARTICULIERES	RISQUES IDENTIFIES	MOYENS DE PROTECTION PROPOSES
Travaux de voirie, assainissement, trottoirs	<ul style="list-style-type: none"> • Heurt • Poussière • Chute 	<ul style="list-style-type: none"> • Demande des DICT avant toute intervention. • Délimitation et balisage des zones d'interventions. • Nettoyage permanent des voiries aux abords du chantier. • Mise en place d'une signalisation conforme au Code de la Route et Guide SETRA, en particulier aux accès et Sorties de chantier. Celle-ci sera visible de nuit et un contrôle de celle-ci sera effectué chaque jour. • Installation d'une rampe d'accès au fond de fouille et bâtiment, avec les éventuels déplacements par phase d'avancement. • Protection des tampons par tôles acier "type lourd" sur voirie à proximité des passages d'engins.
	<ul style="list-style-type: none"> • Circulation piétons 	<ul style="list-style-type: none"> • Création d'un accès piétons différent de l'accès engin. • Pose des signalisations et signalétiques permettant la sécurité des piétons (passages piétons, panneaux indiquant les accès...). • Les regards restants ouverts seront protégés (balisés ou obturés).
	<ul style="list-style-type: none"> • Chutes des personnes 	<ul style="list-style-type: none"> • Balisage et protection des fouilles restant ouvertes. Balisage à 1 mètre en retrait avec un balisage visible de nuit. • Protection ou crossage des aciers. • Installation de passerelles de franchissement des tranchées en nombre suffisant.
	<ul style="list-style-type: none"> • Eboulement 	<ul style="list-style-type: none"> • Les fouilles en tranchée de plus de 1,30 mètre de profondeur et d'une largeur égale ou inférieure aux deux tiers de la profondeur doivent, lorsque leurs parois sont verticales ou sensiblement verticales, être blindées, étrépillonnées ou étayées et selon nature du terrain.
	<ul style="list-style-type: none"> • Accès 	<ul style="list-style-type: none"> • Accès en fond de fouille à l'aide d'une échelle fixée en pied.
	<ul style="list-style-type: none"> • Réseaux existants 	<ul style="list-style-type: none"> • Repérage, signalisation, balisage et protection.
Utilisation de petit matériel électrique	<ul style="list-style-type: none"> • Electrification 	<ul style="list-style-type: none"> • Alimentation à partir des coffrets relais ou à partir de groupes électrogènes raccordés à la terre. • Les appareils auront un niveau suffisant pour être utilisés en milieu humide.
	<ul style="list-style-type: none"> • Arrivée d'eau 	<ul style="list-style-type: none"> • Pompage.
	<ul style="list-style-type: none"> • Instabilité ou éboulement 	<ul style="list-style-type: none"> • Stabilité des sols d'évolution des véhicules à proximité des fouilles. • Eviter le stockage à proximité des fouilles.
Rotation des engins	<ul style="list-style-type: none"> • Collision • Evolution d'engins 	<ul style="list-style-type: none"> • Mise en place de "chargés de circulation" équipé d'un gilet réfléchissant pour gérer le trafic. • Le trafic lié aux travaux et à l'approvisionnement ou aux évacuations, fera l'objet d'une organisation rigoureuse, afin d'éviter tous risques d'accidents aux entrées et sorties du chantier.



VRD – TERRASSEMENTS

DIFFICULTES TECHNIQUES PARTICULIERES	RISQUES IDENTIFIES	MOYENS DE PROTECTION PROPOSES
Voirie		<ul style="list-style-type: none"> La chaussée doit rester propre ; la nettoyer régulièrement (balayeuse) et à chaque demande du Maître d'Ouvrage, du Maître d'Œuvre et du Coordonnateur SPS. Le traitement à la chaux s'effectuera en l'absence de vent, toute disposition utile supplémentaire sera engagée aux frais de l'entreprise pour éviter les nuisances vis à vis des riverains. L'évacuation des terres sera soigneusement préparée et organisée avec les différents services intéressés.

CLOTURE – PORTAIL

DIFFICULTES TECHNIQUES PARTICULIERES	RISQUES IDENTIFIES	MOYENS DE PROTECTION PROPOSES
Mise en place	<ul style="list-style-type: none"> Chutes Accès Brûlure, incendie 	<ul style="list-style-type: none"> Planifier la prévention avec les autres corps d'état lors de la pose du portail au droit de l'accès. La chaussée doit rester propre. Protection des fouilles restant ouvertes. Mise en place de protection contre le risque d'éblouissement et le danger de rayonnement ultraviolet, pour les travaux de soudage à l'arc. Afin de protéger les employés et les riverains. Utilisation d'extincteur homologué et vérifiée par poste de travail (à portée de mains).



GROS ŒUVRE

DIFFICULTES TECHNIQUES PARTICULIERES	RISQUES IDENTIFIES	MOYENS DE PROTECTION PROPOSES
Installation de chantier	• Sécurité des personnes	<ul style="list-style-type: none"> Mise en place conformément au paragraphe <u>Plan d'installation de chantier</u>. Mise en place des protections collectives, clôtures, tunnels, passages piétons, préalablement à tous travaux, en tenant compte des interventions futures. Mise en place des signalisations réglementaires. Stabilité du sol et compactage à exécuter à l'extérieur du bâtiment avant tout travail de hauteur pour assurer accès aux postes de travail et stabilité des équipements.
Travaux par points chauds et de flamme nue	• Incendie	<ul style="list-style-type: none"> Obligations formelles : extincteur homologué et vérifié à portée de mains. Personnes formé au maniement des extincteurs, s'assurer qu'aucun matériaux combustible soit situés sur la zone de travaux ou à proximité. Mise en place de protection contre le risque d'éblouissement et le danger de rayonnement ultraviolet, pour les travaux de soudage à l'arc. Afin de protéger les employés et les riverains.
Trémies	• Chute	<ul style="list-style-type: none"> Les ouvertures sur plancher devront être obturées par des matériaux suffisamment résistants et fixés au support. Si leurs dimensions sont supérieures à 0,25 dm², elles seront protégées à l'aide de garde-corps. Protection des trémies à coordonner avec les corps d'états secondaires et les corps d'états techniques. Privilégier système permettant la perforation aux dimensions souhaitées. (Dalle béton cellulaire, etc...) ou obturation par panneaux fixés sur dalle, etc...
Protections collectives	• Chute	<ul style="list-style-type: none"> La pose des protections collectives s'effectuera simultanément à l'avancée des travaux. Leur positionnement doit tenir compte de l'emplacement des menuiseries extérieures et des garde-corps définitifs afin d'assurer en toute sécurité la pose des éléments sans dépose anticipée (ex : pose des garde-corps définitifs, pose des menuiseries extérieures...).
Maçonnerie – Parpaings – béton cellulaire	• Chute liés à la pose	<ul style="list-style-type: none"> Balissage de la zone de pose des maçonneries. Hauteur limitée à 7 rangs de parpaings ou étaielements. Etalement des pointes de pignons. Emploi d'un échafaudage ou nacelle adaptée pour la réalisation des arases. Afin de prévenir le risque d'effondrement des pignons maçonnés, notamment sous l'effet de rafales de vent ou de l'accostage des fermettes contre les pignons lors des manutentions. L'entreprise mettra en œuvre un système de contreventement, qui puisse rester en place tant que la charpente n'aura pas été assemblée et qui soit compatible avec le phasage de montage de la charpente c'est-à-dire qui n'entraîne pas de gêne pour mettre en place les fermettes. Les réservations sur plancher seront réalisées à l'aide de matériaux permettant la perforation aux dimensions souhaitées (béton cellulaire, etc...). L'utilisation de plates-formes sur mât est recommandée. En cas d'impossibilité technique, des échafaudages de pied seront tolérés (montés, démontés ou sensiblement modifiés que sous la direction d'une personne compétente et par des travailleurs qui ont reçu une formation adéquate et spécifique aux opérations envisagées) ; de plus, ils seront équipés des protections contre les chutes en avant seront installées (échafaudages en vis à vis ou à défaut, filet plaqué).



GROS ŒUVRE

DIFFICULTES TECHNIQUES PARTICULIERES	RISQUES IDENTIFIES	MOYENS DE PROTECTION PROPOSES
Terrassements – circulations engins	<ul style="list-style-type: none"> • Liées à la rotation des engins • Venue d'eau • Instabilité du terrain, éboulement. 	<ul style="list-style-type: none"> • Séparation physique des accès piétons et engins. • Stabilité de la zone d'évolution des engins (piste en dur). • Nettoyage journalier des routes aux abords du chantier. • Mise en place de toutes signalisations extérieures (Abord du bâtiment) et intérieures aux bâtiments, y compris accès public et chantier. • Travaux en façade : Compactage et stabilité du sol à assurer préalablement aux travaux sur 3 m de large en périphérie du bâtiment pour sécuriser les interventions à l'aide d'échafaudage ou de nacelle. • Pompage. • Les fouilles en tranchée de plus de 1,30 mètre de profondeur et d'une largeur égale ou inférieure aux deux tiers de la profondeur doivent, lorsque leurs parois sont verticales ou sensiblement verticales, être blindées, étrépillonnées ou étayées et selon nature du terrain.
Aciers en attente	• Empalement	<ul style="list-style-type: none"> • Têtes crossées ou protection par capuchons PVC. Les mesures prises doivent être dessinées sur les plans d'étude et d'exécution des armatures.
Coffrages divers	• Ecrasement	<ul style="list-style-type: none"> • Condamner la zone à l'aplomb lors du coulage planché. • Limiter l'accès aux personnes lors des opérations de décoffrage. • Le décoffrage doit être totale (ne pas laisser d'élément en suspension précaire). • Les étalements et les coffrages des planchers et des poutres doivent être étudiés pour permettre la mise en place de passerelles, de garde-corps, des filets ou tout autre type de protections collectives dans toutes les phases provisoires des travaux.
Bétonnage		
Etalement		
Travaux de finition en façade, sous plancher et balcon	• Chute de personne	<ul style="list-style-type: none"> • Utilisation d'échafaudages ou P.I.R. conformes (montés et démontés dans les règles de l'art, par une personne formée et habilitée au matériel) installés sur une plate forme stable et plane.
Coffrage plancher(s) d'étage(s)	• Chute de personne	<ul style="list-style-type: none"> • Installation des protections collectives périphérique avant intervention. Leur positionnement doit tenir compte de l'emplacement des menuiseries extérieures et des garde-corps définitifs afin d'assurer en toute sécurité la pose des éléments sans dépose anticipée • Les étalements et les coffrages des planchers et des poutres doivent être étudiés pour permettre la mise en place de passerelles, de garde-corps, des filets ou de tout autre mode de protections collectives dans toutes les phases provisoires des travaux.
Coulage – Traitement des fondations	• Coactivité	<ul style="list-style-type: none"> • Assurer un cheminement sécurisé au poste de travail (passerelle de franchissement de fouille, accès en fond de fouille...). • Une ou plusieurs rampes d'accès véhicules seront réalisés avant travaux.
Décoffrage planchers	• Chute	<ul style="list-style-type: none"> • Repose de protections collectives concomitamment au décoffrage.
Utilisation de petit matériel électrique	• Electrisation	<ul style="list-style-type: none"> • Utilisation d'appareil étanche. • Alimentations à partir des coffrets relais ou à partir de groupes électrogènes et raccordés à la terre.
Voirie		<ul style="list-style-type: none"> • La chaussée doit rester propre ; la nettoyer régulièrement et à chaque demande du Maître de l'Ouvrage, du Maître de l'Œuvre et du Coordonnateur SPS.
Préfabriqué	• Chute & écrasement	<ul style="list-style-type: none"> • Scellement et clavetage des éléments préfabriqués au fur et à mesure de l'avancement de la pose. • Les fixations des tirants/poussants devront être supprimées lors de la dépose de ceux-ci (prévention contre le risque de chute de plain-pied).

CHARPENTE se coordonner avec le lot couverture.

DIFFICULTES TECHNIQUES PARTICULIERES	RISQUES IDENTIFIES	MOYENS DE PROTECTION PROPOSES
Charpente : assemblage pose	<ul style="list-style-type: none"> • Liés à leur mise en place et à la circulation du personnel de chantier 	<ul style="list-style-type: none"> • Suite au débord "Couverture" et au traitement architectural des façades, mise en place d'un dispositif commun "Charpente / Couverture" en pied de façade avant début des travaux "Clos couvert". • Se mettre en rapport avec le lot gros œuvre avant intervention, afin que les contreventements mis en place par le lot gros œuvre ne gêne pas la pose de la charpente en pignon. • Les zones situées à l'aplomb des zones de travail et levage seront interdites (balisages, barrières misent en place en tenant de la courbe de chute des éléments susceptible de tomber). • Assemblage au sol d'un maximum d'élément avant levage. • Levage à la grue, et utilisation de P.E.M.P. (nacelles élévatrices) : engins à jours des révisions périodiques obligatoires et personnel titulaire de l'autorisation de conduite délivrée par l'employeur. • Gestion des interférences des grues automotrices. • Pas de travaux par grand vent. • Avant la mise en place de la charpente, l'entreprise devra donner au préalable un détail sur les zones qu'elle occupera, afin de gérer les éventuels problèmes d'interfaces avec les autres corps d'état. • Stockage sur champs des éléments de charpente à l'étage : ceux-ci ne pourront être entreposés que sur des éléments suffisamment résistants (maçonnerie parpaing, brique...). • Prévoir des renforts pour dispositifs de sécurité "Couverture" posé par le lot couverture.
Crochet de couvreur - Ancrage permanent		

COUVERTURE – ETANCHEITE – BARDAGE

DIFFICULTES TECHNIQUES PARTICULIERES	RISQUES IDENTIFIES	MOYENS DE PROTECTION PROPOSES
Accès	<ul style="list-style-type: none"> • Chute de personnes 	<ul style="list-style-type: none"> • Mise en place d'un accès fixe (tour escalier, échafaudage...). • Mise en place des protections collectives périphériques en rives de la toiture. Ces protections devront être maintenues en place jusqu'à la réception finale de l'opération. • La pose des protections collectives devra être effectuée avant travaux. Le personnel devra prendre toutes les mesures nécessaires, afin que cette mise en place soit effectuée en toute sécurité.
Filets de sous face	<ul style="list-style-type: none"> • Chute de personnes • Chute d'objets 	<ul style="list-style-type: none"> • Mise en place de filets grosse maille et petite maille en sous face et en rive des toitures (à coordonner avec le lot Charpente) : maintenir ces filets en place, jusqu'à pose des verrières et lanterneaux. • L'entreprise chargée de la pose des filets indiquera dans son PPSPS : <ol style="list-style-type: none"> 1) Sa méthode d'installation : nacelles élévatrices, plates formes. Le type de matériel agréé utilisé, ainsi que les fiches techniques du fabricant. 2) Conserver sur site les justificatifs des dates d'achat des filets : moins de 18 mois. 3) Conserver sur site les rapports du fabricant si filets réparés. 4) Se conformera aux réglementations en vigueur Code du travail, Décret du



		<p>8 janvier 1965, aux normes NF, aux fiches OPPBTP, INRS et CTN BTP</p> <ul style="list-style-type: none"> • S'assurer auprès du charpentier des points d'accrochage possibles des filets. • Interdiction d'installer des filets avec trous, ou avec remailages non conformes. Dans le cas de remailage, tenir à disposition l'attestation du fabricant confirmant la remise en état selon les normes. <p>IMPORTANT : Les filets de sous face ne pourront être enlevés, qu'après obturation et fermeture définitive par les corps d'état concernés, de toutes les ouvertures et trémies</p>
Approvisionnement		<ul style="list-style-type: none"> • Renforcement de la toiture sur la zone.
Prise au vent et stockage		<ul style="list-style-type: none"> • Balisage à l'aplomb, à l'intérieur et à l'extérieur du bâtiment. • Toutes précautions seront prises lors du stockage du matériel sur la couverture (Prise au vent, surcharges, répartitions correctes, etc...). • Comme stipulé précédemment les travaux de couverture devront être évités en cas de vents forts (60 km/h) et interdits au-delà de 72 km/h.
Déchets		<ul style="list-style-type: none"> • BENNE spécifique pour le lot COUVERTURE & ETANCHEITE. • Les déchets en toiture seront évacués régulièrement, le matériel sera rangé et protégé
Pose des lanternes		<ul style="list-style-type: none"> • Installation de protections contre les chutes au travers des trémies des verrières, lanternes, descente EP... • Pose des lanternes et éléments vitrés à l'avancement.
Etanchéité	• Incendie	<ul style="list-style-type: none"> • Tenir à disposition sur la zone de travail un extincteur adapté et révisé à portée de mains par poste de travail.
Exécution des relevés d'étanchéité et dalles sur plots	• Chutes de personnes	<ul style="list-style-type: none"> • Les dispositifs de fixation des potelets de garde corps en rives de toiture doivent permettre l'exécution sans avoir à enlever ces potelets. • En cas d'impossibilité de maintenir les garde-corps, le personnel sera équipé de harnais de sécurité amarré au dispositif prévu à cet effet.
Bardage	• Chutes	<ul style="list-style-type: none"> • Neutraliser la zone à l'aplomb de la zone de pose du bardage, en tenant compte de la courbe de chute.
Opérations de levage	• Chutes • Ecrasements	<ul style="list-style-type: none"> • Obligation de neutraliser la ou les zones de levage en rez-de-chaussée. • Guidage de la manœuvre. • Pas de coactivité durant les opérations de levage. • Neutraliser les zones « en réception » des matériels, en partie haute.
Stabilité périphérique en pieds de bâtiments		<ul style="list-style-type: none"> • Compactage et stabilité à assurer préalablement aux travaux sur 3 m de large en périphérie du bâtiment pour travaux à la nacelle, en coordination avec le lot concerné : VRD ou GO

COUVERTURE se coordonnée avec le lot charpente

DIFFICULTES TECHNIQUES PARTICULIERES	RISQUES IDENTIFIES	MOYENS DE PROTECTION PROPOSES
Sécurité travaux ultérieur	• Lanternes	<ul style="list-style-type: none"> • Ouvertures et verrières : résistance suffisante contre le risque de chute d'une personne ou grilles en sous-face. • Prévoir points d'accrochage en pied d'antenne télévision et toute sortie de toiture. (Repris sur charpente) et crochets de couvreur permanent repris sur charpente. (c. f. DIUO conception)
Intervention	• Chute de	<ul style="list-style-type: none"> • Balisage à l'aplomb, à l'intérieur et à l'extérieur du bâtiment.

Construction d'un pôle scolaire en démarche HQE
Contour du Château - 59190 STAPLE

N° Opération : 2 271 589	
Plan Général de Coordination	Ind. 0
Date : 11 juillet 2011	page 27/46
Bureau Veritas DUNKERQUE Tel : + 33 3 28 25 92 00 Fax : + 33 3 28 25 92 19	

Approvisionnement Evacuation des déchets	personnes • Effondrement • Heurts • Chute	<ul style="list-style-type: none"> • Mise en place des protections collectives périphériques en rives de la toiture. Ces protections devront être maintenues en place jusqu'à la réception finale de l'opération. • La pose des protections collectives devra être effectuée avant travaux. Le personnel devra prendre toutes les mesures nécessaires, afin que cette mise en place soit effectuée en toute sécurité. • Suite au débord "Couverture" et au traitement architectural des façades, mise en place d'un dispositif commun "Charpente / Couverture" en pied de façade avant début des travaux "Clos couvert". • Gaine ascenseur ou cage d'escalier : mise en place de protections collectives en sous-face (filets...). • Tenir compte de la charge maximale admissible des planchers. • Mise en place de bennes spécifiques pour l'évacuation des déchets de couverture. • Les déchets en toiture seront évacués au fur et à mesure de leur production. • Le matériel sera rangé et protégé.
---	--	--



MENUISERIES EXTERIEURES – METALLERIE SERRURERIE

DIFFICULTES TECHNIQUES PARTICULIERES	RISQUES IDENTIFIES	MOYENS DE PROTECTION PROPOSES
Travaux de hauteur Opérations de levage Mise en place des menuiseries extérieures Soudure à l'arc	<ul style="list-style-type: none"> • Chutes • Chutes • Chutes d'éléments • Eblouissement et rayon Ultra Violet • Incendie 	<ul style="list-style-type: none"> • Neutraliser totalement la ou les zones d'interventions au sol en tenant compte de la courbe de chute des éléments susceptible de tomber. • Neutraliser totalement la ou les zones d'interventions au sol en tenant compte de la courbe de chute des éléments susceptible de tomber. • Guidage de la manœuvre par un chef levagiste. • Approvisionnement sur une recette sécurisée. • Aucun approvisionnement ne pourra se faire au dessus d'un accès. • Pas de superposition de tâche avec d'autres intervenants en façade. • Pose des éléments : Balisage au sol des zones en tenant compte de la courbe de chute. • Mise en place d'écrans protecteurs contre le risque d'éblouissement et le danger de rayonnement ultraviolet, pour les travaux de soudage à l'arc. Afin de protéger les employés et les riverains. Comme le prévoit L'article R.4534-33. • Utilisation d'extincteur homologué et vérifiée par poste de travail (à portée de mains). • Permis de feu.

ELECTRICITE - ANTENNES

DIFFICULTES TECHNIQUES PARTICULIERES	RISQUES IDENTIFIES	MOYENS DE PROTECTION PROPOSES
Travaux d'électricité et utilisation de matériels électriques Interventions en toiture ou à proximité d'un vide Pose des équipements en façade (éclairage, etc...) Pose antennes	<ul style="list-style-type: none"> • Risques électriques • Chutes • Chutes • Chutes 	<ul style="list-style-type: none"> • Mise à la terre des groupes électrogènes. • Utilisation d'appareil étanche pour les interventions soumises aux intempéries. • Concernant les travaux de saignées, prendre les mesures nécessaires afin d'éviter les poussières (travaux sur existant). • Intervention sur les tableaux sous tension, balisages des zones et signalétique de sécurité. • Intervention sous réseau consigner et s'assurer de la consignation avant intervention. • Intervention sur les tableaux sous tension, balisages des zones et signalétique de sécurité." • Intervention par du personnel muni des habilitations appropriées. • S'assurer de la présence de protections collectives avant intervention. • Si l'entreprise prévoit une intervention à l'aide d'EPI, celle-ci devra préciser son mode opératoire dans son P.P.S.P.S. • Neutraliser totalement la ou les zones d'interventions au sol en tenant compte de la courbe de chute des éléments susceptible de tomber. • Condamner l'accès sous intervention ou mise en place d'un tunnel ou d'un auvent ou équipement adéquat. • Dito équipement de façade. • Intervention sur pavillon : veiller à ce que les ouvertures en toiture soient avant intervention (Velux, etc...). • Intervention dans les combles : veiller à ce que le chemin d'accès soit sécurisé (plancher technique ou autre...).

Construction d'un pôle scolaire en démarche HQE
Contour du Château - 59190 STAPLE

N° Opération : 2 271 589	
Plan Général de Coordination	Ind. 0
Date : 11 juillet 2011	page 29/46
Bureau Veritas DUNKERQUE Tel : + 33 3 28 25 92 00 Fax : + 33 3 28 25 92 19	



CHAUFFAGE – VMC – PLOMBERIE – SANITAIRE – INCENDIE – DESCENTE EP – SYSTEME DESENFUMAGE

DIFFICULTES TECHNIQUES PARTICULIERES	RISQUES IDENTIFIES	MOYENS DE PROTECTION PROPOSES
<p>Mise en œuvre des canalisations (bâtiment industriel) et matériaux (tuyauterie, etc...)</p> <p>Trémies, réservations</p> <p>Intervention dans des fouilles</p> <p>Manutention des bouteilles de gaz, travaux à la flamme et à point chaud.</p>	<ul style="list-style-type: none"> • Risques de chutes de plain-pied • Risque de chutes de matériaux • Chutes de personnes et matériaux • Incendie • Explosion • Brûlures 	<ul style="list-style-type: none"> • Tout élément installé en attente doit dépasser de 1 m le niveau du plancher. • Veillez à ne pas encombrer les circulations des chutes de matériaux (découpe tuyaux, PVC, cuivre etc...). Assurez-vous que celles-ci ne puissent pas créer de risque de chute sur la circulation (pose de barrières rigide équipées de plinthes) –Magasin en activité. • Neutraliser totalement la ou les zones d'interventions au sol en tenant compte de la courbe de chute des éléments susceptible de tomber (y compris étage inférieur). • Après passage des éléments sur le plancher, mise en sécurité contre le risque de chute de plain-pied. • S'assurer que la fouille soit sécurisée avant intervention. • Utilisation d'extincteur homologué et vérifiée par poste de travail (à portée de mains). • Hors service, les bouteilles seront munies de leur capuchon protecteur. • Les bouteilles seront stockées debout et amarrées. • Soudure à l'arc : Mise en place d'écrans protecteurs contre le risque d'éblouissement et le danger de rayonnement ultraviolet, pour les travaux de soudage à l'arc. Afin de protéger les employés et les riverains. Comme le prévoit L'article R.4534-33. • Ventilation mécanique ou naturelle dans les locaux exigus (vide sanitaire, sanitaire, etc...) • S'assurer qu'aucun matériau combustible est situé sur la zone de travaux ou à proximité. • Permis de feu. • Inspection des lieux après travaux à point chaud.

PLATRERIE

DIFFICULTES TECHNIQUES PARTICULIERES	RISQUES IDENTIFIES	MOYENS DE PROTECTION PROPOSES
<p>Trémies, réservation</p>	<ul style="list-style-type: none"> • Risques de chutes • Intoxication 	<ul style="list-style-type: none"> • Après passage des éléments sur le plancher, mise en sécurité contre le risque de chute. • Planifier la prévention, afin d'assurer les accès aux étages. • Nettoyage du poste de travail. Evacuation journalière des gravats dans bennes adaptées (utilisation de goulotte). • Joindre au PPSPS les fiches de données de sécurité des produits utilisés (colle).

PEINTURE – REVETEMENTS MURAUX – SOLS SOUPLES

DIFFICULTES TECHNIQUES PARTICULIERES	RISQUES IDENTIFIES	MOYENS DE PROTECTION PROPOSES
Utilisation de produits toxiques et dangereux Utilisation de produits à base de solvants Découpe revêtement de sol souples Pose carrelage et faïence Peinture fraîche si locaux en activité	<ul style="list-style-type: none"> • Intoxication due au solvant • Inflammable • Explosion • Chute de plain-pied • Intoxication due à l'application des joints soudés à chaud 	<ul style="list-style-type: none"> • Accueil sécurité au personnel (information aux risques et modes opératoires à employer). • Evacuation des déchets toxiques dans une benne spécifique. • Utilisation de produit sans solvant, voir s'il existe un produit similaire dont l'application donne les mêmes résultats. • Mesures de prévention appropriées aux produits employés. • Ventilation, naturelle ou mécanique des locaux et des zones de stockage. • En cas d'emploi de produits solvantés, respecter les mesures de sécurité élémentaires. Veillez à ce que les sources d'énergies (étincelles, flammes, appareils se déclenchant automatiquement) soit neutralisées. • Mise en place de signalétique de sécurité signalant la mise en œuvre de produits à base de solvant. • Fournir les copies des Fiches de Données de Sécurité des produits utilisés, au coordonnateur SPS. • Intervention dans une zone prévue à cet effet, en aucun cas, la découpe se fera en gênant les accès. • Ventilation, naturelle ou mécanique des locaux et des zones de stockage. • Intervention à phaser, afin d'assurer la circulation des ouvriers aux différents postes de travail. • Voir position des montants des garde-corps escalier (paliers...). • Prévenir à l'aide d'affiche sur toutes les zones en travaux que la peinture est fraîche.

3.3. Protections individuelles

Toute personne entrant sur le chantier devra être équipée des protections individuelles adaptées.

[TCE](#)

Le port du casque et des chaussures ou bottes de sécurité est obligatoire pour tout le personnel, et ce quelles que soient l'entreprise et l'activité du salarié.

Le personnel travaillant sur les parties du chantier sous circulation doit être doté d'un baudrier ou d'un gilet rétro réfléchissant.

3.4. Les conditions de manutention des différents matériaux et matériels

3.4.1. Approvisionnements

Les approvisionnements seront définis et organisés en accord avec le Maître d'Ouvrage, le Maître d'Œuvre, le Coordonnateur SPS et l'entreprise.

[TCE](#)



3.4.2. Mise en commun de moyens de levage

A soumettre au Maître d'Ouvrage, au Maître d'Œuvre en concertation avec le Coordonnateur SPS.

[TCE](#)

La mise en commun de moyens entre intervenants du chantier (levage, échafaudage ou autres) est soumise à l'élaboration entre les parties d'une convention écrite. Cette convention devra être consignée dans le registre sécurité de l'entreprise ayant à sa charge la mise à disposition de cet équipement, appareil, engins etc...

3.4.2.1. Engins, appareils de levage, appareils de levage et grues

Dans la mesure des impératifs du chantier, l'entreprise est tenue de mettre sa ou ces grue(s) à la disposition de toutes les entreprises qui lui en feront la demande, pendant toute la période de mobilisation de ces/cette dernière(s).

[TCE](#)

Un protocole sera établi avec les entreprises concernées. Cette demande se fera obligatoirement une semaine avant l'intervention, afin de permettre une planification.

Ils doivent faire l'objet de vérifications réglementaires (engins, appareils de levage, appareils et grues), les registres de sécurité devront être tenus à jour et présentés à la demande des organismes officiels de prévention et du Coordonnateur SPS. (Les rapports de vérification, constats d'interventions, les carnets d'observation et d'entretien seront à disposition dans le bureau de chantier).

Le socle, la grue à tour, les appareils et l'installation électrique seront vérifiés sur le site avant leur mise en service par un organisme de contrôle agréé.

Avant le montage et le démontage de la grue, l'entreprise devra condamner la zone en travaux.

Aucun des composants de la grue ne peut être à une distance inférieure à 3 ou 5 mètres d'installations électriques (selon décret en vigueur).

En cas d'interférence de grue ou d'interdiction de survol à charge, un système de gestion sera à la charge de l'entreprise installatrice y compris système de communication si nécessaire.

Grosses manutentions : Grues à tour

a) Phase gros œuvre :

[GO](#)

Utilisation des grues à tour et mise en place aux étages de recettes à matériaux par le lot gros œuvre. Les emplacements de ces recettes seront à définir avec le Maître d'Œuvre et le Coordonnateur SPS. En aucun cas une recette sera installée au dessus d'un accès. Les recettes doivent figurer sur le plan des installations de chantier (plans façades).

b) Démontage des grues à tour :

Un mois avant, l'entreprise préviendra le CSPS de la date prévue pour le démontage des grues à tour, un moyen d'approvisionnement collectif sera alors installé et mis en service.

3.4.3. Autorisation de survol

L'entreprise aura à sa charge l'obtention des autorisations auprès de la mairie et des éventuels riverains concernés.

[GO](#)

En aucun cas, les charges transportées ne doivent survoler les zones occupées ni les constructions et lieux publics avoisinants.

Le chantier se situe, à proximité de quelques maisons d'habitation (présence d'enfants), voirie publique et d'un chantier en cours de réalisation.

Les zones énoncées ci-dessus ne devront en aucun cas être survolées par une charge en cours de manutention. **Des systèmes de limitation mécanique** de zone seront mis en place sur les engins de levage, notamment pour les grues à tour si présentes sur le chantier. Un système d'interférence sera mis en place pour les différentes grues du chantier. En cas de présence d'autres grues sur le site, le dernier arrivé (créant le risque de télescopage de grue) aura à sa charge la mise en place d'un système d'interférence.

Un plan matérialisera les zones d'interdiction de survol des charges et l'implantation possible de la (les) grues avec les zones d'évolution de la (les) flèche et de la (des) contre flèche.

L'entreprise devra fournir la documentation relative au type de dispositif mis en place, concernant la délimitation de rotation de la flèche, en fonction des différentes positions du chariot.

La flèche ou l'un quelconque de ses composants, ne peut être en aucun cas, être à une distance verticale inférieure à 3 ou 5 mètres d'installation électrique.

La grue est obligatoirement mise en girouette en dehors des périodes de travail, les crochets sont remontés et dépourvus de charge.

3.4.4. Manutentions manuelles des charges

Les petits matériels et matériaux seront manutentionnés manuellement. En ce qui concerne les matériels et matériaux plus imposants et plus lourds (> 25 kg), seront manutentionnés à l'aide d'appareils de levage appropriés et conformes (transpalettes, palans avec points d'ancrages adaptés, etc...).

[TCE](#)

3.5. Installation électrique générale de chantier

Le branchement provisoire d'électricité sera réalisé depuis le réseau extérieur jusqu'aux installations communes de chantier, jusqu'à la grue à tour et jusqu'à une distance de deux mètres des bâtiments

[GO](#)

A partir des points de raccordements laissés en attente à 2 m du bâtiment l'entreprise mettra en place des coffrets électriques à chaque niveau et par cage d'escalier.

L'éclairage des circulations et partie communes sera mis en place en basse tension par l'entreprise d'électricité

Généralités

- ✓ L'ensemble des installations sera exécuté, par les entreprises, par du personnel habilité, en respectant les normes en vigueur. La vérification de l'installation sera confiée à un organisme agréé.
- ✓ Dans le cas de bâtiment à étages, il y aura au minimum, un coffret par niveau et par cage d'escalier.

Branchement électrique de chantier.

A partir du point de livraison d'électricité défini par le maître d'Ouvrage, l'entreprise devra réaliser l'ensemble de l'installation électrique provisoire du chantier. Cette installation sera décomposée en 2 phases :

- ✓ L'installation primaire,
- ✓ L'installation de distribution qui comprendra de façon distincte :
- ✓ L'installation électrique pour les besoins du cantonnement.
- ✓ L'installation électrique nécessaire à l'alimentation des matériels de levage.



- ✓ L'installation d'éclairage pour le cheminement et la circulation des personnels sur le chantier.

L'installation électrique comprendra :

- ✓ L'éclairage des cheminements destinés aux personnels des entreprises situées à l'extérieur des bâtiments (cheminements entre accès au chantier et cantonnement – cheminements entre cantonnements et postes de travail).
- ✓ L'éclairage des circulations horizontales et verticales à l'intérieur des bâtiments.
- ✓ Eclairage de balisage pour accès au poste de travail.
- ✓ L'installation de distribution électrique nécessaire aux besoins du chantier.
- ✓ Le nombre d'armoires sera calculé de façon à ce qu'il y ait au moins une armoire dans un rayon égal à 25 m. En aucun cas, les armoires définitives des locaux ne seront prévues pour le branchement d'appareils tels que des postes à souder.
- ✓ Les armoires électriques seront montées sur pieds, elles seront à double paroi et munies d'un arrêt d'urgence (IP 447). Elles seront en permanence fermées à clé.
- ✓ Protections des circuits par dispositifs différentiels conforme.

Les réseaux de distribution et d'alimentation extérieurs seront réalisés sous fourreaux afin d'éviter le risque d'accrochage des lignes.

Ces installations seront contrôlées par un organisme agréé par le Ministère du Travail au compte des lots chargés de leur installation.

Tout le matériel électrique utilisé par les entreprises devra être CONFORME à la réglementation en vigueur sur les chantiers. Chaque entreprise désignera une personne qui sera chargée de son entretien.

[TCE](#)

Le Coordonnateur SPS pourra être amené à demander à l'entreprise un contrôle périodique du matériel électrique utilisé sur le chantier ; en aucun cas une entreprise ne pourra refuser ces vérifications.

Les rapports de vérification et registres de sécurité seront à disposition sur le chantier.

Eclairage de chantier

Les niveaux d'éclairement seront conformes aux règles d'éclairage et d'éclairement fixés par le décret n°83721 du 2 août 1983 et codifiés dans le code du travail sous les articles R 232.7 (1 à 10).

[GO](#)

Rappel minimum

Zones et voies de circulation (escalier, etc...)	60 lux
Zones de travail, vestiaires, sanitaires	120 lux
Postes de travail permanents	200 lux

L'éclairage doit permettre la circulation dans tout le chantier et les abords.

Les appareils d'éclairage doivent être résistants aux chocs et à l'eau (indice de protection à faire approuver).

CHACQUE ENTREPRISE EST RESPONSABLE DE L'ECLAIRAGE DE SON POSTE DE TRAVAIL. LE TITULAIRE NE DOIT QUE L'AMENER DU COURANT DANS UNE ARMOIRE, SUIVANT UNE REPARTITION DEFINIE CI-DESSUS.

[TCE](#)

3.6. Les mesures prises en matière d'interactions sur le site

3.6.1. Manutentions manuelles

Les entreprises devront prendre les mesures d'organisation appropriées ou utiliser les moyens adéquats, et notamment les équipements mécaniques, afin d'éviter le recours à la manutention manuelle de charges par les travailleurs.

[TCE](#)

Les entreprises définiront, dans leur Plan Particulier de Sécurité, les moyens de manutention spécifiques prévus, leurs consignes d'utilisation ainsi que le poids des éléments à manutentionner.

3.6.2. Travaux spécifiques

Les problèmes d'interférence des tâches seront abordés plus en détail après mise au point du calendrier détaillé des travaux TCE par la maîtrise d'Œuvre, dans un chapitre spécifique au cours des réunions de sécurité. Il sera évoqué notamment les sujets suivants :

[TCE](#)

- ✓ Programme des travaux
- ✓ Coordination des activités
- ✓ Organisation de la circulation
- ✓ Définition des mesures de sécurité à observer.

Nota : Il est important de déterminer les risques liés à la co-activité le plus en amont possible afin de pouvoir gérer la prévention liées aux risques propres et exportés des entreprises concernées, à savoir :

- ✓ Aux successions des tâches
- ✓ Aux superpositions des postes de travail

3.6.3. Co-activité

Il appartient à l'entreprise génératrice des nuisances telles que bruit, émanations poussières, vapeur délétère de mettre en œuvre les moyens nécessaires à la mise en sécurité des autres intervenants.

[TCE](#)

En cas de superposition, et s'il est impossible des les éviter, l'entreprise située en partie la plus élevée prend les dispositions pour installer et entretenir un dispositif physique permettant la mise en sécurité des entreprises situées dans les parties inférieures.

3.7. Protection contre le bruit

L'attention des entreprises est attirée sur la nécessité de mettre en place des moyens permettant de limiter le bruit (ensemble des engins de chantier d'un niveau sonore conforme à la réglementation en vigueur, matériel insonorisé, anti-vibratile etc...) .

[TCE](#)

4. ORDRE ET SALUBRITE DU CHANTIER

4.1. Stockages sur le chantier

4.1.1. Stockage de matériaux et matériels

Les entreprises devront informer le Maître d'Œuvre de leurs besoins de stockage de matériaux sur le chantier. Les zones de stockage des matériaux seront délimitées et indiquées sur le Plan d'Installation du Chantier, qui sera tenu à jour en fonction de l'avancement des travaux.

[TCE](#)

4.1.2. Stockage de matériaux dangereux

Les entreprises indiqueront dans le P.P.S.P.S. si leurs travaux comprennent la mise en œuvre de substances ou des préparations dangereuses pouvant provoquer des intoxications, incendie ou explosion.

[TCE](#)

Les entreprises joindront dans leurs P.P.S.P.S. les Fiches de Données Sécurité (F.D.S.) des produits utilisés.

Les entreprises entreposeront les produits à risque, conformément aux prescriptions des F.D.S. Tous stockages dans le bâtiment devront faire l'objet d'une analyse par le Maître d'œuvre en concertation avec le CSPS. Ces zones devront apparaître sur le plan d'installations de chantier.

L'entreprise précisera dans son P.P.S.P.S. les règles de stockage relatives aux produits employés ainsi que les dispositions qu'elle mettra en œuvre en ce qui concerne notamment la ventilation et l'éclairage de ces zones de stockage.

L'entreprise est responsable de l'enlèvement de tout excédent ou déchet des matériaux mis en œuvre.

4.1.3. Stockage des gravats et des déchets ordinaires

Chaque entreprise doit maintenir en état de propreté ses zones de travail et doit en conséquence effectuer les nettoyages quotidiens et évacuer ses gravats jusqu'aux points de regroupement convenus pendant la période de préparation et confirmés à l'occasion des réunions de chantier.

[TCE](#)

Les cartons seront pliés, les matériaux légers seront mis dans des sacs, les caisses en bois seront cassées, d'une façon générale, les emballages seront réduits au volume minimum possible.

4.1.4. Stockage des déchets dangereux

Chaque entreprise est responsable de ses déchets réputés dangereux. Ils devront être évacués le plus rapidement possible. La procédure de stockage fera l'objet d'un accord du Maître d'Ouvrage, du Maître d'Œuvre et du Coordonnateur SPS. Si nécessaire des autorités compétentes.

[TCE](#)

L'emploi de produits ne présentant pas de danger pour la sécurité et la santé du personnel devra être privilégié.

Les entreprises indiqueront dans les P.P.S.P.S. si leurs travaux comprennent la mise en œuvre de substances ou de préparations dangereuses pouvant provoquer intoxication, incendie ou explosion. Elles devront communiquer au Coordonnateur SPS :

- ✓ Une copie des fiches de données sécurité de ces produits.
- ✓ Les règles de stockage de ces substances, en précisant notamment les installations électriques et les dispositifs de ventilation qu'elles mettront en œuvre, afin de prévenir tout risque d'explosion,
- ✓ Les dispositifs de ventilation des lieux de travail installés lors de l'utilisation de ces produits dangereux.

4.2. Nettoyage

Agent de propreté

[GO](#)

L'entreprise désignera un Agent de Propreté qui, jusqu'à la réception T.C.E. aura pour mission :

- ✓ De veiller au parfait état de propreté du chantier, des cantonnements et des voiries (à l'intérieur et à la sortie du chantier),
- ✓ D'organiser la mise en place et l'enlèvement des bennes à gravats,
- ✓ De provoquer les nettoyages

4.2.1. Nettoyage des cantonnements

L'entreprise assurera le nettoyage aux fréquences minimum suivantes :

[GO](#)

Installation de chantier

- | | |
|----------------------------|--------------|
| ✓ salles de réunions | hebdomadaire |
| ✓ bureaux | hebdomadaire |
| ✓ sanitaires | quotidien |
| ✓ abords des cantonnements | quotidien |

Nettoyage des autres locaux

[GO](#)

- | | |
|---------------|-----------|
| ✓ vestiaires | quotidien |
| ✓ réfectoires | quotidien |

Des poubelles seront installées et gérées par l'entreprise, près des zones bureaux, cantonnement et stockage.

[GO](#)

4.2.2. Nettoyage du chantier

Chaque entreprise est responsable du nettoyage de ses zones de travail et de l'évacuation de ses gravats, chutes, déchets, etc... vers les bennes mise en place par l'entreprise générale ou vers ses propres bennes pour le lot plâtrerie et en cas de produits de démolitions / démontages ou de déchets classés. Les évacuations seront faites quotidiennement afin d'éviter tout amoncellement sur le chantier.

[TCE](#)

L'entreprise de [GO](#) devra la gestion des bennes de chantier

L'ensemble du chantier sera nettoyé une fois par semaine, pendant toute la durée. En aucun cas, les circulations ne devront être encombrées par des déchets. Les zones de cantonnement, de stockage et de cheminement seront obligatoirement nettoyées par l'entreprise. Cela s'entend également pour les voiries de desserte du chantier, en domaine public, pour lesquelles il appartient à l'entreprise de mettre en œuvre tous les moyens nécessaires à garantir leur parfait état de propreté.

[GO](#)

4.3. Enlèvement des déchets

Chaque entreprise est responsable du nettoyage lui incombant, défini dans les différents chapitres.

[TCE](#)

Les déchets devront être limités, triés et valorisés. Le contrôle de leur élimination se fera par Bordereau de Suivi des Déchets (BSD), dont une copie sera conservé sur le site.

Les substances polluantes seront interdites sur le site, et afin d'éviter toute pollution du site, les travaux à faibles risques polluants seront réalisé sur bassin de rétention.

Privilégier l'emploi de produit naturel.

Une action de sensibilisation et de formation aux exigences d'un "chantier vert" sera réalisée par chaque entreprise à ces salariés.



4.3.1. Evacuation des gravats et des déchets ordinaires

L'entreprise sera responsable de l'évacuation des déchets. Dans le cas d'utilisation de bennes, leur remplacement devra être effectué à chaque fois que cela s'avèrera nécessaire, sans jamais que ces bennes débordent.

[GO](#)

4.3.2. Enlèvement des matériaux dangereux utilisés

L'entreprise indique dans son P.P.S.P.S. les conditions d'enlèvement des déchets industriels spéciaux (produits et emballages) et indique le lieu de traitement (produits et procédures) Exemple : amiante, matériaux contaminés, produits chimiques, P.C.B. ...

[TCE](#)

Les déchets réputés dangereux devront être évacués le plus rapidement possible. La procédure d'évacuation fera l'objet d'un accord du Maître d'Ouvrage, du Maître d'Œuvre et du Coordonnateur SPS. Si nécessaire des autorités compétentes.

4.4. Mesure en cas de défaillance d'une entreprise

Sur simple constat du Maître d'Ouvrage, du Maître d'Œuvre ou du Coordonnateur SPS, et sans mise en demeure préalable, ces derniers pourront faire procéder aux modifications des stockages ou des nettoyages qu'ils jugeraient nécessaires par une entreprise du chantier ou extérieure. Les frais résultants seront imputés à l'entreprise défaillante.

[TCE](#)

5. ORGANISATION DES SECOURS

Les consignes de sécurité et les numéros d'appel des services de secours doivent figurer sur le P.P.S.P.S. et être affichées dans les locaux utilisés par le personnel, à proximité des téléphones.

[GO](#)

5.1. Téléphone de secours

Le personnel présent sur le chantier doit disposer d'un poste téléphonique de secours, pouvant être installé dans le bureau, **accessible en permanence par tous**.

[GO](#)

Eventuellement, pour les petits chantiers où pour des zones de travail éloignées, un téléphone portable, **ouvert en permanence et en état de marche (correctement chargé)**. L'emplacement ou la personne en disposant devra être connu de tous les ouvriers concernés.

5.2. Sauveteurs Secouristes du Travail (S.S.T.)

Au moins 5% du personnel présent sur le chantier (minimum un), **QUELQUE SOIT L'ENTREPRISE**, devra être Sauveteur Secouriste du Travail (S.S.T.).

[TCE](#)

Les S.S.T. devront avoir été formés ou recyclés depuis moins d'un an et colleront, à l'arrière de leur casque, un autocollant d'identification.

La liste des secouristes, à jour en permanence, sera affichée près du téléphone défini ci-dessus.

Il en sera de même pour la liste du matériel médical existant sur le chantier.

5.3. Travail isolé

Les entreprises prendront toutes les mesures nécessaires afin qu'aucun salarié ne travaille isolé en un point où il ne pourrait être secouru à bref délai.

[TCE](#)

5.4. Procédure d'organisation des secours

Le plan des installations de chantier devra porter les zones de circulation réservées aux moyens de secours (qui devront être dégagés en permanence)

[GO](#)



L'entreprise, devra avant le début de ses travaux de retrait amiante, contacter et informer les différents services de sécurité et secours pouvant être amenés à intervenir en zone confinée (pompiers en cas d'accident ou d'incendie, personnel de sécurité des IGH et ERP).

[TCE](#)

Le plan des installations de chantier devra porter les zones de circulations réservées au moyen de secours (qui devront être dégagés en permanence).

Les soins aux victimes d'accident ou malades sont assurés par du personnel compétent.

Le transport des accidentés et malades graves est assuré par les services de secours habilités (SAMU, POMPIERS ou AMBULANCES PRIVEES).

5.5. Petit matériel de secours

Il est exigé de toutes les entreprises de munir leur personnel d'une trousse de pharmacie complète, maintenue à jour.

[TCE](#)

La trousse de secours peut être définie ou complétée par le médecin du travail et utilisée par une personne compétente.

5.6. Déclaration.

Outre les déclarations réglementaires d'accident effectuées par l'entrepreneur, les accidents sont signalés au Coordonnateur SPS et au Maître d'Œuvre dans les 48 heures.

[TCE](#)

5.7. Modèle de liste des numéros d'urgence.

EN CAS D'ACCIDENT

Appelez les Pompiers



15 ou 112

et dites :

**1. ICI CHANTIER : Construction d'un pôle scolaire,
contour du Château à STAPLE**

2. PRECISEZ LA NATURE DE L'ACCIDENT :

par exemple : Chute, éboulement, asphyxie...

LA POSITION DU BLESSE : Il est sur la terrasse, il est au sol ou dans une fouille ...

ET SI IL Y A NECESSITE DE DEGAGEMENT

3. SIGNALEZ LE NOMBRE DE BLESSE(S) ET LEUR ETAT

Par exemple : Trois ouvriers blessés dont un qui saigne beaucoup et un qui ne parle pas.

4. FIXEZ UN POINT DE RENDEZ-VOUS.

Envoyer quelqu'un à l'entrée du chantier pour guider les secours.

NE JAMAIS RACCROCHER LE PREMIER

6. MODALITES DE COOPERATION ENTRE ENTREPRENEURS

6.1. Sous-traitance

Tous les travaux sous-traités doivent être soumis, au préalable, à l'autorisation du Maître d'Ouvrage, du Maître d'Œuvre et du Coordonnateur SPS.

[TCE](#)

Une information des coordonnées des sous traitants doit être adressée très rapidement au CSPS pour l'organisation de l'inspection commune.

L'attention des entreprises qui ont l'intention de sous-traiter est attirée sur le fait que certaines prestations de service sont en réalité des prêts de main-d'œuvre donnant lieu à rétribution et sont en infraction aux dispositions concernant le travail temporaire et délit de marchandage (art. L 125.1 du Code du Travail).

En tout état de cause, le sous traitant devra respecter et avoir les moyens tant en organisation et matériel de faire respecter les directives sécurité santé du présent document.

6.2. Intérimaires

Les entreprises utilisant du personnel intérimaire devront s'assurer :

[TCE](#)

que le personnel est apte à effectuer le travail auquel il est destiné,

que le certificat d'aptitude médical pour la profession concernée a bien été délivré,

que les salariés intérimaires soient intégrés au personnel de l'entreprise, notamment en ce qui concerne la formation à la sécurité, la fourniture des équipements individuels de protection et l'utilisation des installations vestiaires, réfectoires et sanitaires.

6.3. Le plan particulier de sécurité et de protection de la santé.

6.3.1. Remarques importantes

L'intervention du Coordonnateur SPS ne modifie en rien l'étendue des responsabilités qui incombent aux entreprises en matière de sécurité et de protection de la santé.

[TCE](#)

La tenue des délais ne saurait en aucun cas être un motif d'infraction aux règles de sécurité. Les entreprises sont par conséquent tenues de prévoir et mettre en œuvre les moyens compatibles avec la sécurité et les délais.

6.3.2. Entreprises titulaires d'un lot

Conformément aux obligations de la loi du 31 décembre 1993 et de son décret du 26 décembre 1994, chaque entreprise intervenant sur le chantier est tenue d'établir un Plan Particulier de Sécurité et de Protection de la Santé (PPSPS).

[TCE](#)

Ce PPSPS est établi après l'inspection commune préalable à laquelle doivent procéder le Coordonnateur SPS et l'entrepreneur, préalablement à l'intervention de celui-ci.

Pour établir ce PPSPS, l'entrepreneur dispose d'un délai de 30 jours à compter de la réception du contrat signé par le Maître d'Ouvrage et **avant une quelconque intervention sur le site.**

Le Maître d'Ouvrage transmet le PGC à l'entrepreneur dans le cadre du dossier du marché de consultation, le PGC servira de base à l'établissement du PPSPS.

Le Maître d'Œuvre ou l'entreprise générale remet à chaque entreprise traitante un exemplaire du lot principal, ainsi que ceux des entreprises ayant à exécuter des travaux présentant des risques particuliers. L'entreprise est tenue de concevoir son propre PPSPS en cohérence avec les documents reçus.



La mise à jour du PPSPS, avant d'engager les travaux, devra tenir compte des observations résultantes de la visite commune avec le Coordonnateur SPS.

Rôle du Plan Particulier de Sécurité et de Protection de la Santé (P.P.S.P.S.)

Le P.P.S.P.S. est un outil de travail du chantier.

Il indique de manière détaillée toutes les dispositions et toutes les mesures relatives à la sécurité et à la protection de la santé des personnels pour tous les travaux que l'entrepreneur va exécuter.

Il doit être établi en tenant compte des données générales et particulières contenues dans le Plan Général de Coordination.

Le P.P.S.P.S. est destiné à servir de guide et d'aide-mémoire aux personnels d'encadrement et d'exécution qui l'utiliseront pour l'exécution de leurs tâches.

L'entrepreneur utilisera également son P.P.S.P.S. "en le commentant" pour assurer l'information et la formation à la sécurité de son personnel ainsi que de chaque nouvel arrivant sur le chantier.

Dans les PPSPS, le Coordonnateur SPS santé devra y retrouver :

- des schémas et des croquis détaillés représentant les différentes phases de travail projetées ou des opérations de travail à risques particuliers.
- Les fiches de données de sécurité des produits utilisés.
- les notices descriptives du matériel mis en œuvre et principalement les appareillages et dispositifs de sécurité envisagés : consoles, tour d'étalement, banches, filets plaqués, échafaudage, crochets de levage des treillis soudés, etc.

Additifs au P.P.S.P.S.

Au cours du déroulement du chantier, certaines mesures initialement prévues par l'entrepreneur peuvent s'avérer insuffisantes, inapplicables ou remplaçables. Dans ce cas, l'entrepreneur devra indiquer dans un additif à son P.P.S.P.S., les dispositions de sécurité d'une efficacité au moins équivalente qui seront mises en œuvre. Ces substitutions seront portées à la connaissance du Coordonnateur SPS ainsi qu'aux autres destinataires du P.P.S.P.S. (organismes de prévention, utilisateurs, etc.).

Modalités de transmission du P.P.S.P.S.

En fonction de la consistance du P.P.S.P.S, le Coordonnateur pourra le refuser en justifiant toutefois, par écrit, sa décision. L'entrepreneur concerné sera alors tenu de modifier et de compléter son P.P.S.P.S. en tenant compte des demandes du Coordonnateur.

L'entrepreneur chargé du lot principal, ainsi que celui appelé à exécuter des travaux présentant des risques particuliers entrant dans la liste prévue à l'article L.235-6 du Code du Travail, adresse aux organismes officiels de prévention (Inspection du Travail, C.R.A.M., O.P.P.B.T.P.), avant toute intervention sur le chantier, un exemplaire du P. P. S. P. S. auquel sont joints les avis cités ci-dessus, s'ils ont déjà été donnés. Dans le cas contraire ces avis seront transmis par l'entrepreneur dès qu'il en est saisi.

Un exemplaire du PPSPS est tenu en permanence disponible sur le chantier. Y est joint les avis du Médecin du Travail et du CHSCT (ou à défaut des délégués du personnel).

Le PPSPS peut être consulté par :

- l'inspection du Travail,
- la CRAM,
- l'OPPBTP,
- les membres du C.I.S.S.C.T,

[TCE](#)

[TCE](#)

[TCE](#)



- les membres du CHSCT (ou les délégués du personnel),
- le médecin du travail.

Le PPSPS tenu sur le chantier est conservé par l'entrepreneur pendant une durée de 5 ans à compter de la réception d'Ouvrage.

6.3.3. Déclaration et agrément du sous-traitant

L'entreprise a l'obligation de déclarer au Coordonnateur SPS tout sous-traitant qu'elle prendrait pour réaliser une partie des travaux. Cette déclaration indiquera la nature précise des prestations sous-traitées.

Cette obligation s'applique pour les sous-traitants de 2ème degré ou de degré supérieur.

Cette déclaration est distincte de la demande d'agrément qui peut être demandée par le Maître d'Ouvrage et le Maître d'Œuvre.

Le Maître d'Œuvre et le Coordonnateur SPS pourront demander au Maître d'Ouvrage, le refus d'agrément d'une entreprise sous-traitante dont la structure ne répond pas aux exigences de sécurité définies au PGC et dans le PPSPS du titulaire.

[TCE](#)

6.3.3.1. Transmission du PGC

L'entrepreneur qui fait exécuter, tout ou partie, du contrat conclu avec le Maître d'Ouvrage par un ou plusieurs sous-traitants, doit remettre à ceux-ci un exemplaire du PGC et le cas échéant, un document précisant les mesures d'organisations générales qu'il a retenues pour la sécurité et qui sont de nature à avoir une incidence sur la sécurité et la santé des travailleurs.

Cette obligation s'applique en cascade aux sous-traitants de 2ème degré et de degré supérieur.

[TCE](#)

6.3.3.2. Obligation du sous-traitant

Le sous-traitant est soumis aux mêmes obligations que le contractant principal quant au respect des dispositions communes de sécurité et de protection de la santé. Il est soumis à toutes les obligations des entreprises, avec les précisions suivantes :

Le PPSPS du sous-traitant doit tenir compte des informations fournies pour le contractant principal et notamment celles contenues dans le PGC.

Le délai de fourniture du PPSPS est réduit à 8 jours entre la réception du contrat signé et l'engagement des travaux de second œuvre dès lors que ces travaux ne sont pas à risques particuliers.

Si les travaux exécutés par les sous-traitants sont les mêmes que ceux de l'entreprise, avec les mêmes modes opératoires que ceux définis dans le PPSPS de cette dernière, le sous-traitant pourra être exempt d'établir et de transmettre son propre PPSPS. Dans ce cas, elle s'engagera par écrit, au respect des mesures de sécurité arrêtées par l'entreprise.

[TCE](#)

6.4. Accueil des entreprises « location avec chauffeur »

Les entreprises faisant appel à de la location avec chauffeur, devront le signaler dans leur PPSPS.

Les chauffeurs seront accueillis par le chef de chantier de l'entreprise qui leur expliquera les règles de sécurité les concernant. (fiche d'accueil ci-jointe)

Elles devront également respecter la charte Ministérielle d'Organisation Professionnelle inscrite au registre de la D.R.E.

[TCE](#)



6.5. Travailleurs indépendants

Les travailleurs indépendants ou les employeurs exerçant eux-mêmes une activité sur le chantier, sont assujettis :

à l'obligation de remettre au Coordonnateur SPS un Plan Particulier de Sécurité au respect des décrets n°95-607 et 95-608 du 6 Mai 1995.

Le Plan Général de Coordination leur est applicable en totalité.

[TCE](#)

6.6. Pénalités

L'intervention sur le chantier sans diffusion du P.P.S.P.S au Coordonnateur SPS entraînera l'application des pénalités prévues dans le C.C.A.P. pour non remise de document, et l'expulsion immédiate de l'entreprise concernée si cette dernière ne respecte pas les règles élémentaires pour assurer la sécurité de son personnel et si l'entreprise ne respecte pas les installations communes et le travail des autres entreprises.

S'il s'agit d'un sous-traitant, la pénalité sera appliquée à l'Entreprise ayant sous-traité ses travaux et le sous-traitant sera expulsé.

Ces pénalités seront appliquées en cas de non-transmission dans les délais fixés par le Coordonnateur SPS :

d'un P.P.S.P.S. modifié suite aux observations du Coordonnateur,

d'un additif au P.P.S.P.S. (interdiction de débiter les travaux concernés par l'additif).

[TCE](#)

7. ANNEXES AU P.G.C.

7.1. Fiches d'accueil

Chaque salarié susceptible d'intervenir sur ce chantier doit être mentionné sur la fiche de son entreprise. Le jour de son arrivée il doit être accueilli par son chef d'équipe qui lui présente le site (mettre des croix dans les cases), et le fait signer.

Toutes les fiches sont rangées dans ce classeur.

Tous les salariés présents sur le site portent de façon visible le sigle de leur entreprise sur leur vêtement de travail ou leur casque.

FICHE D'ACCUEIL		ENTREPRISE :							
		Construction d'un pôle scolaire en démarche HQE Contour du Château 59190 STAPLE							
OPERATION :		Installation de chantier	Présentation des travaux	Circulations et accès	Risques / prévention au poste de travail	Equipement individuel	Dispositions en cas d'accident	Date	Signature de l'ouvrier
Nom / Prénom									

Nota : Incrire sur cette liste, les personnes de votre société susceptibles d'intervenir sur le chantier. Les intervenants sur place doivent viser la fiche. Cette fiche sert d'attestation d'accueil des salariés.

Personne responsable de l'accueil :

Construction d'un pôle scolaire en démarche HQE
 Contour du Château - 59190 STAPLE

N°Opération : 2 271 589	
Plan Général de Coordination	Ind. 0
Date : 11 juillet 2011	page 45/46
Bureau Veritas DUNKERQUE Tel : + 33 3 28 25 92 00 Fax : + 33 3 28 25 92 19	



7.2. Décret n°95-608 du 6 mai 1995 modifié – Travaux de démolition

Art. 97 - (Décret n°95-608 du 6 mai 1995, art. 15-1) « Avant que les travaux de démolition d'un ouvrage ne soient commencés, le chef d'établissement ou son préposé ou le travailleur indépendant doit se rendre compte de la résistance et de la stabilité de chacune des parties de cet ouvrage (notamment des planchers).

S'il y a lieu des étalements sûrs doivent être mis en place. »

Art. 98 - Aucun travailleur ne doit être chargé d'un travail de démolition ou de démontage pour lequel il ne serait pas compétent et qui comporterait, pour lui ou pour les autres travailleurs du chantier, un risque anormal.

Dès que les travaux nécessitent l'emploi de dix personnes, un chef d'équipe doit être exclusivement affecté à la surveillance des travaux. Il doit y avoir au moins un chef d'équipe pour dix personnes.

Lorsque des travaux nécessitent l'intervention simultanée de plusieurs équipes, les chefs de ces équipes doivent être placés sous l'autorité d'un chef unique.

Art. 99 - La démolition des ouvrages en béton armé ou en matériaux précontraints, ainsi que la démolition des ouvrages soutenus par une charpente métallique, ne peut être effectuée que sous la direction de personnes ayant l'expérience des techniques particulières qui doivent être mises en œuvre pour la démolition de ces ouvrages.

Art. 100 - (Décret n°95-608 du 6 mai 1995, art. 15-II) " Le port du casque de protection est obligatoire pour les travaux de démolition. "

Les travailleurs ne peuvent être occupés à des hauteurs différentes que si les précautions sont prises pour assurer la sécurité de ceux qui travaillent dans les plans inférieurs.

Art. 101 - Les murs à abattre doivent être préalablement débarrassés de toutes les pièces de bois ou de fer en saillie qui ne sont pas scellées ou qui, quoique scellées, sont en saillie de plus de deux mètres.

Lorsque, dans une construction, des éléments présentant une certaine élasticité sont soumis à des contraintes et qu'un fouettement peut résulter de leur rupture ou de leur brusque libération, ou que leur dépose peut avoir des conséquences graves sur la stabilité de tout ou partie de la construction, il ne peut être procédé à l'enlèvement de ces éléments (Décret n°95-608 du 6 mai 1995, art. 15-III) " que d'une manière sûre et, s'agissant de travailleurs, " que conformément aux directives du chef d'établissement ou de son préposé.

Art. 102 - Lorsque la démolition d'un pan de mur ou de tout autre élément de construction est effectuée par des tractions exercées au moyen de câbles métalliques, de cordages ou de tous autres dispositifs similaires, la zone dans laquelle le pan de mur ou l'élément de construction viendra s'écrouler doit être délimitée avec soin.

Dans le cas où la démolition d'un pan de mur ou de tout autre élément de construction est effectuée au moyen de poussées ou de chocs, des mesures appropriées doivent être prises pour empêcher l'écroulement du mur ou de l'élément de construction du côté où se trouvent les travailleurs.

Art. 103 - Lorsque, par suite de la démolition de certains éléments d'un ouvrage, l'équilibre des parties restantes ou des constructions voisines paraît compromis, des mesures (telles que la pose d'étais) doivent être prises (Décret n°95-608 du 6 mai 1995, art. 15-V) " pour prévenir tout risque d'écroulement. "

Art. 104 - Le sapement d'un ouvrage au moyen d'un engin mu mécaniquement n'est autorisé que s'il n'en résulte aucun danger.

Art. 105 - (Décret n°95-608 du 6 mai 1995, art. 15-VI-1) " La mise en place d'un plancher de travail est obligatoire pour les travaux de démolition effectués à une hauteur de plus de six mètres au-dessus du sol. "

Si ce plancher est situé en bordure du vide, il doit être clôturé par des garde-corps et des plinthes établis conformément aux dispositions des articles 115 ou 144 du présent décret.

(Décret n°95-608 du 6 mai 1995, art. 15-VI-2) " Lorsque les travaux de démolition sont effectués à une hauteur qui ne dépasse pas six mètres au-dessus du sol, l'installation d'un plancher de travail n'est pas obligatoire, sous réserve de l'observation des dispositions ci-après:

1° Les travaux ne peuvent être confiés qu'à des personnes qualifiées;

2° Il est interdit aux chefs d'établissement de laisser monter des travailleurs, et aux travailleurs indépendants et aux employeurs visés à l'article L. 235-18 du code du travail de monter sur des murs à dégrader de moins de 35 centimètres d'épaisseur.